

DEUXIÈME ANNÉE. — N° 43

11 MARS 1926

CAHIERS DU BOLCHEVISME

*Organe théorique du Parti Communiste Français
(S. F. I. C.)*



ADMINISTRATION
142, rue Montmartre

✦ RÉDACTION ✦
120, rue Lafayette
== PARIS ==

HEBDOMADAIRE

Prix du Numéro :
1 franc



L'Internationale Communiste

Organe du Comité exécutif
de l'Internationale communiste

Prix : 4 francs

PARAIT TOUS LES MOIS

avec la collaboration des camarades les
plus éminents de tous les partis adhérents
à l'Internationale communiste

Divisée en quatre rubriques : *Revue politique, Revue économique, Mouvement ouvrier international, Bibliographie*, elle contient des articles de fond sur toutes les questions importantes de la vie internationale

Chaque militant doit lire cette Revue qui lui apportera
une documentation extrêmement riche en même temps
que le point de vue de l'élite des leaders de l'I. C.

En vente à la LIBRAIRIE de l'HUMANITÉ

120, rue Lafayette, PARIS (X^e)

Téléphone : Nord 39-30

Chèque postal : 255-17

Cahiers du Bolchévisme

DEUXIÈME ANNÉE

N° 43

11 Mars 1926

Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire... Ce n'est que s'il est dirigé par une théorie d'avant-garde que le Parti peut jouer son rôle de combattant d'avant-garde.
N. LÉNINE

SOMMAIRE

	Pages
Victor Cat..... Notre action parmi les classes moyennes.....	642
VIE INTERNATIONALE :	
G. Péri..... Les accords de Locarno devant la Chambre française.....	649
Saint-Preux..... La guerre de Syrie. Avant le rapport de la Commission des Mandats de Rome. L'inquiétude de la presse gouvernementale. La conscience professionnelle des journalistes et des agences bourgeoises françaises.....	654
VIE DU PARTI :	
Juin..... Occupons-nous de la main-d'œuvre étrangère.....	657
R. Digne..... La parution de <i>l'Humanité</i> le 1 ^{er} mai.....	658
F. Garrez..... Front unique et travail municipal.....	660
VIE SYNDICALE :	
J. Raveau..... La bataille ouvrière.....	663
DANS L'U. R. S. S. :	
La discussion dans le P. C. de l'U. R. S. S. Rapport du camarade Boukharine à l'assemblée des fonctionnaires de l'organisation de Moscou (<i>Suite et fin.</i>).....	
665	
TRIBUNE DE DISCUSSION :	
Duchateau..... Sur la présentation des <i>Cahiers</i>	681
Rayon de Graulhet.....	682
Baud..... Pour la discipline dans le Parti.....	683
Lucien Pontier..... Pour l'élargissement de la direction du Parti.....	683
L. M..... Quelques mots sur la bolchévisation.....	685
CRITIQUE ET BIBLIOGRAPHIE :	
Marcel Ollivier..... Roux, le bandit.....	687

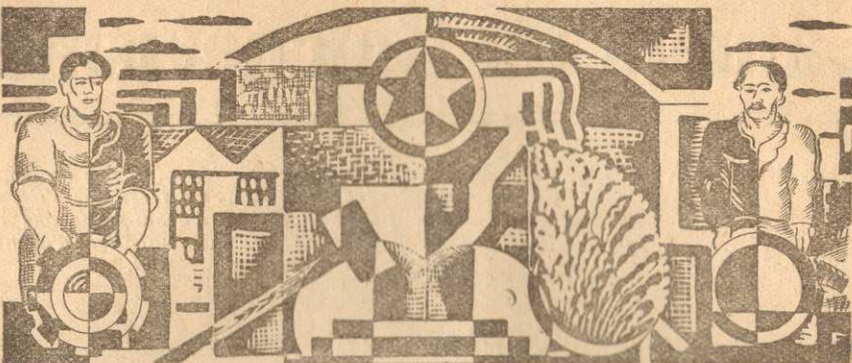
PRIX DES ABONNEMENTS

	France	Etranger U. P.
3 mois.....	13 fr.	18 fr.
6 mois.....	25 fr.	35 fr.
1 an.....	48 fr.	68 fr.

Le Numéro : 4 franc

AVIS AUX LECTEURS

Nous insistons auprès de nos camarades pour qu'ils prennent tous un abonnement ; ils nous éviteront ainsi des frais considérables. L'envoi sous pli fermé sera fait à tous les camarades qui en feront la demande (moyennant une petite augmentation de 3 fr. par trimestre pour frais de port).



Notre action parmi les classes moyennes

Quelques camarades sont, paraît-il, surpris par l'allure que prend le mouvement de révolte des petits commerçants, étonnés de l'importance que nous lui donnons, inquiets de la place que nous y tenons, et surpris par la position dans laquelle se trouve ainsi le Parti.

Voyons si ces craintes sont justifiées.

Pour ce qui est de l'apparition soudaine du mouvement, nous devons faire remarquer à ces camarades que l'entrée en lice des classes moyennes, prenant part tout à coup aux luttes sociales, fait partie intégrante des perspectives définies par notre Parti, en particulier dans un certain nombre de thèses que tous nos camarades adoptent à l'unanimité et en série, mais dont beaucoup moins approfondissent le contenu...

Que ces camarades nous permettent donc de leur demander de ne pas épuiser tout de suite leur étonnement à l'occasion de ce premier geste des petits commerçants, afin d'en garder un petit peu pour chacune des autres catégories des classes moyennes qui entreront vraisemblablement dans la lutte sociale.

*
* *

Quant à la part d'influence que nous avons prise, elle n'était qu'une des perspectives entrevues; deux courants, en effet, peuvent canaliser de tels mouvements vers deux pôles d'attraction opposés.

Notre rôle est précisément de polariser ces courants dans le sens du mouvement ouvrier et, chaque fois que nous ne prendrons pas

position à temps, que nos camarades se mettent bien dans la tête que le fascisme, lui, saura agir. Notre part d'influence ? C'est toujours cela de soustrait à l'influence ennemie !

Cette influence qu'a prise le Parti dans ce mouvement, elle n'est d'ailleurs ni spontanée, ni imprévue; elle est le fruit de son action antérieure.

C'est longtemps à l'avance qu'il faut en effet prévoir de semblables mouvements, les analyser dès leur apparition, les suivre pas à pas et savoir, en temps utile, prendre les points de contact nécessaires qui permettront d'agir ultérieurement sur leur orientation.

Il ne s'agit plus, en effet, comme dans le cas de la classe ouvrière, d'un mouvement bien défini, avec son histoire, son passé, ses luttes, son expérience et ses tendances bien classées, mais, au contraire, de mouvements futurs assez chaotiques à leur origine.

L'analyse marxiste permet certes de les situer à l'avance historiquement, mais leur orientation dépend de la souplesse, de la justesse de notre tactique et aussi de notre prévoyance.

La place que nous y tiendrons sera celle que nous aurons su nous préparer.

*
* *

Avons-nous, maintenant, surestimé l'importance du mouvement ?

Là encore cette importance réside bien moins dans le mouvement actuel, en lui-même, que dans ses lendemains possibles et dans ses perspectives; elle réside encore et surtout dans ce fait que ces petits commerçants en ébullition ne sont que l'avant-garde de l'ensemble des classes moyennes.

Et alors nous touchons là au gros PROBLEME DES ALLIES DU PROLETARIAT! (petite paysannerie, peuples opprimés, classes moyennes).

Le léninisme a donné au problème toute l'importance due à un des grands facteurs de la révolution. Quant aux discussions du Parti russe, depuis trois ans, elles en montrent toute l'importance post-révolutionnaire...

Or, si le problème des *alliés du prolétariat* en Russie s'est surtout concrétisé dans une tactique suprêmement habile à l'égard des 120 millions de moujiks, la France, elle, est la terre classique des classes moyennes et, en particulier, de classes moyennes qui ont quelque peu fait parler d'elles dans l'histoire! IL FAUDRA COMPTER AVEC ELLES.

Si, d'autre part, la révolution russe rencontre les difficultés que l'on sait quant aux rapports entre son économie urbaine et son économie rurale, que nos camarades songent un instant à la formi-

dable complexité de l'économie de nos pays occidentaux et aux difficultés d'un tout autre ordre que rencontrera notre révolution!

Dans ces conditions, quand nous voyons apparaître en France, *ce premier mouvement qui vient d'entraîner une avant-garde importante des classes moyennes dans la lutte sociale*, nous considérons que le Parti eût commis UN CRIME en ne prenant pas position dès l'origine.

Il ne s'agit pas d'attendre, en effet, pour prendre position, de se trouver en présence d'un mouvement déjà orienté dans un sens contre-révolutionnaire, mais c'est dès le premier jour qu'il faut mettre une main sur le gouvernail.

Il ne servirait à rien d'avoir le formidable avantage des moyens d'analyse légués par MARX et par LÉNINE, si notre Parti devait toujours être à la remorque des événements.

Or, à l'origine de ces mouvements, il est possible de dissocier les intérêts des classes moyennes les plus défavorisées des intérêts de la petite élite privilégiée, qui est solidaire de la Bourgeoisie. Après cette opération, il est ensuite possible de lier les intérêts de ces « petits » aux intérêts généraux de la classe ouvrière. C'est ce que nous avons fait en l'occurrence.

Mais pour cela il faut être présent au *moment psychologique*, avant que les *gros* aient réussi par le jeu de leurs formules confusionnistes à regrouper les *petits* au service des intérêts bourgeois.

C'est dans la période qui va suivre, au moment où le capitalisme va tenter de stabiliser son économie sur le dos du prolétariat et des classes moyennes, QUE LE PARTI COMMUNISTE VA ETRE AMENE A JOUER SA CARTE DES CLASSES MOYENNES.

Les points que marquera le Parti dans cette phase de la lutte ou les fautes qu'il commettra seront gros de conséquences sur les rapports ultérieurs entre le prolétariat et les classes moyennes de ce pays.

Il ne peut donc être question d'avoir surestimé l'importance du premier geste de révolte des classes moyennes, à une époque où vraisemblablement le capitalisme sera incapable de leur donner satisfaction et ne fera qu'accentuer les antagonismes qui les dressent contre la grande bourgeoisie.

*
* *

Reste maintenant la question de la position prise par le Parti et de sa tactique.

D'abord rien n'a été improvisé: Depuis le Congrès de Tours toutes les luttes entre le Parti S. F. I. O. et le Parti communiste ont été fortement imprégnées par la divergence fondamentale des points de vue sur la question des alliés du prolétariat.

Les positions d'aujourd'hui ne sont que l'aboutissant logique de celles d'hier:

Un premier problème nous a séparé des socialistes dès le lendemain du Congrès de Tours: « *Les possibilités révolutionnaires qui existent à l'état potentiel dans la petite paysannerie sont-elles épuisées? Cette masse, qui constitue une grande réserve de forces au service de la bourgeoisie, peut-elle être exploitée comme alliée du prolétariat?* On sait quelles furent les positions diamétralement opposées des socialistes et des communistes, et quelles furent les résistances dans le Parti.

La guerre du Maroc, ensuite, a posé récemment un deuxième aspect du même problème: « *Existe-t-il des possibilités révolutionnaires dans les mouvements d'indépendance des nationalités opprimées ou des peuples coloniaux. En particulier, cette formidable réserve en richesses économiques, en main-d'œuvre inconsciente et inorganisée, ce réservoir de troupes contre-révolutionnaires, peut-il être envisagé comme un allié possible du mouvement révolutionnaire?* »

On sait encore quelles furent les positions respectives des deux tendances du mouvement ouvrier..... et les résistances dans le Parti.

Enfin, voici que maintenant les *petits commerçants*, avant-garde des classes moyennes en éveil, posent à leur tour à la classe ouvrière le troisième aspect du problème des alliés du prolétariat: *la question des classes moyennes.*

Spontanément nous assistons aux mêmes attitudes divergentes des réformistes et des révolutionnaires... et personne ne s'étonnera si des courants extrême-gauchistes et opportunistes se dessinent aussi parmi nous.

*
* *

Chose curieuse, ce mouvement qui a surpris la plupart des organisations ouvrières les a amenées à prendre spontanément position, sans que la question ait pu être débattue sur le plan théorique. *Et ces positions spontanées sont bien conformes à leurs précédentes positions sur les questions paysanne et coloniale.*

Les coopératives révolutionnaires ont décidé la fermeture de leurs boutiques à l'heure même où *les coopératives réformistes* se répandaient par affiches en basses injures à l'égard des petits boutiquiers.

La C. G. T. Lafayette a chargé à fond de train, par la voie du *Peuple*, contre ce mouvement de révolte à l'heure où spontanément des masses ouvrières réunies dans des meetings organisés par la C. G. T. U. prenaient une position sympathique à l'égard de ce même mouvement.

C'est spontanément encore que notre camarade PUYBOUFFAT, au nom des locataires, s'est adressé aux groupements de défense des petits commerçants.

Enfin, il faut lire les injures de la presse socialiste à l'égard de la campagne de *l'Humanité*, et voir l'attitude diamétralement opposée des élus socialistes et communistes à la Chambre.

*
* *

Quelle est l'argumentation des réformistes?

Leurs coopératives, leur C. G. T., leur presse, leurs députés socialistes disent en substance: « *Les commerçants? Ce sont tous des crapules, des voleurs, des profiteurs, des mercantis. Ce sont les éternels ennemis de la classe ouvrière et les agents du fisc. Ils font le jeu des forces de réaction et du fascisme. S'ils ne veulent pas payer leurs impôts, camarades travailleurs, dressez-vous contre eux et brisez leur mouvement!* »

Position séduisante, en vérité, par sa démagogie facile et son apparente simplicité. Mais que cache cette trop belle simplicité?

En fait, les élus socialistes, pour bien montrer aux travailleurs qu'ils n'avaient rien de commun avec ces sales mercantis... *se sont faits les défenseurs officiels de la grande propriété bâtie et des grands magasins!*

C'est l'un des leurs, FÉLIX GOUIN, qui s'est chargé en tant que rapporteur de la loi honteuse sur la revision des prix des baux, d'attendrir le Parlement jusqu'aux larmes sur la situation des « pauvres propriétaires ».

C'est l'un d'entre eux, FROT, associé au sieur CAUTRU, qui a torpillé la loi sur les loyers.

C'est encore l'ensemble du groupe parlementaire S. F. I. O. qui, lié à tout le reste de la Chambre, a fait repousser les propositions communistes sur « le droit au bail » et la « suppression du droit de reprise du propriétaire », alors que ces mêmes dispositions figuraient dans la proposition de loi déposée par LAUCHE le 19 décembre 1912 et signée par tous les députés socialistes d'alors, dont une partie siège encore à l'heure actuelle!

Quelle a été au contraire la position des communistes?

A aucun moment nous n'avons pris la défense d'une revendication spécifiquement commerciale.

Notre position sur le terrain de la propriété commerciale et de la revision des baux n'a été que notre position à l'égard de l'ensemble des locataires. Notre position sur le terrain fiscal a été celle que nous avons eue pour l'ensemble des travailleurs et des petites gens de ce pays.

Notre position a été celle d'un parti de classe, tandis que la position socialiste a été celle du confusionnisme de classe.

Leur position théorique? C'est celle des BILLIET et des MAUSS. Il suffit de relire leur argumentation.

Ils parlent des intérêts *des commerçants et des mercantis*, du mouvement de révolte *du commerce* contre les impôts, sans spécifier:

Quels commerçants? les gros ou les petits?

Quels spéculateurs? les grands raffineurs que protège le Cartel ou les petits détaillants qu'il accable?

Quels mercantis? Les grands amis du Cartel ou les petits commerçants?

Quels impôts? Ceux que paye de Bazar de l'Hôtel de Ville ou ceux qui écrasent le petit artisan?

Quel mouvement? Celui de BILLIET ou celui des cent mille petits boutiquiers acculés à la faillite?

Ni M. MAUSS, ni le citoyen JOUHAUX, ni LÉON BLUM, ni BILLIET ne tiennent à préciser parce que ni les uns ni les autres ne veulent s'aventurer sur le terrain de classe.

Pendant 30 ans les organisations de commerçants ont groupé les petits pour la défense des intérêts de leurs chefs multimillionnaires. Pendant 30 ans ces chefs les ont dressés contre le mouvement ouvrier et toutes les revendications du prolétariat.

Le moyen? C'était la formule confusionniste qui présentait l'ensemble du commerce comme un tout homogène lié par une sois-disant communauté d'intérêts.

Et c'est à l'heure où par milliers les petits boutiquiers s'aperçoivent que leurs chefs les ont trahis, c'est au moment où 20.000 petits commerçants conspuent, dans cinq vastes meetings, les MAUSS et les BILLIET, à l'heure où ils s'écrient qu'ils ne veulent plus être les agents du fisc auprès des masses laborieuses, à l'heure où ils crient aux gouvernants: « *Frappez les gros profiteurs si vous voulez de l'argent* », c'est à l'heure où ils déclarent vouloir se solidariser avec leur clientèle ouvrière pour rejeter avec elle sur la bourgeoisie le même fardeau fiscal qui les écrase semblablement, *c'est à cette heure précise où une couche sociale, jusqu'alors trompée, commence à s'éveiller à la notion de classes, que les chefs socialistes et cégétistes viennent jeter la confusion et la rejeter dans les bras de ses chefs réactionnaires!*

Les JOUHAUX et les BLUM savent fort bien qu'aucune des revendications du petit commerce n'est acceptée par ses anciens chefs. Cela ne les empêche pas de faire semblant de croire qu'il y a identité d'intérêts et unité de mouvement, faisant ainsi le jeu de BILLIET qui tente, lui, d'embusquer derrière la situation tragique des boutiquiers les intérêts des grands voleurs de sa classe!

Le plus fort de l'histoire, c'est que ces bourgeois et ces chefs socialistes qui se refusent à distinguer entre les petits et les gros commerçants à l'occasion du mouvement actuel, se retrouvent immédiatement d'accord au Parlement pour faire alors cette discrimination! Tous leurs votes sur la question des baux et de la pro-

priété commerciale sont dirigés en effet contre le petit commerçant au profit du grand commerçant et du gros propriétaire; toutes leurs lois fiscales, elles aussi, accordent au gros commerce ce qu'ils refusent de voter en faveur des petits boutiquiers!

*
*
*

Quelle devait être dans ces conditions notre tactique? Déjouer la manœuvre confusionniste de la bourgeoisie, séparer les petits commerçants de leurs chefs gros mercantis en mettant en évidence l'opposition de leurs intérêts immédiats, exiger ensuite l'unité d'action et l'union des groupements composés de petits boutiquiers, leur demander enfin d'envisager alors une action commune, désormais possible, avec la classe ouvrière.

En un mot, il s'agissait de polariser ce mouvement naissant et spontané d'une partie des classes moyennes dans le sens général du mouvement prolétarien, et, pour faire œuvre durable, l'initier à l'action de classe.

Victor Cat.



— Les accords de Locarno devant la Chambre française

Après cinq jours de discussion, la Chambre française a ratifié, par 413 voix contre 71, les sept traités paraphés, le 16 octobre, à Locarno, et signés à Londres le 2 décembre: le traité entre l'Allemagne, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie.

- La convention d'arbitrage entre l'Allemagne et la Belgique;
- La convention d'arbitrage entre l'Allemagne et la France;
- Le traité d'arbitrage entre l'Allemagne et la Pologne;
- Le traité d'arbitrage entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie;
- Le traité de garantie franco-polonais;
- Le traité de garantie franco-tchécoslovaque.

Ces « instruments » diplomatiques avaient été auparavant ratifiés par le Parlement britannique, le Reichstag, les Chambres belge, italienne, tchécoslovaque.

Le Parlement français est, de toutes les assemblées, celle où l'on se paie le plus volontiers de mots. Il n'a point voulu, à l'occasion de la discussion sur Locarno, rompre avec cette tradition. Images, métaphores, invocations, clichés, jeux de mots, tout l'arsenal de l'éloquence parlementaire a été mobilisé pour la louange ou pour la critique de l'œuvre de Locarno.

Débat médiocre en définitive et tout entier dominé par de misérables préoccupations de politique intérieure; celui-là célébrant à travers l'arbitrage la taxe sur les paiements, cet autre évoquant les colonnes maîtresses de la paix alors qu'il pensait aux tronçons épars du Cartel.

Pendant ces cinq journées de discussion fastidieuse, l'orchestre parlementaire a été successivement dirigé par le socialiste Boncour et le président du Conseil Briand, le premier, rapporteur de la Commission des Affaires étrangères, le second négociateur de Locarno!

Boncour parla donc au nom du gouvernement et au nom de la section française de l'Internationale ouvrière et Socialiste. A ce double titre, il

prononça un solide plaidoyer d'avocat de province. Pas une fois, bien entendu, au cours de son exposé, il n'évoqua la lutte de classe; volontairement, il laissa dans l'ombre les appétits et les intérêts capitalistes qui, seuls, mènent le monde. Pas une fois il ne chercha dans les rivalités économiques les véritables causes des guerres. Pour Boncour, le pacte de Locarno — et c'est ce qui fait sa magnificence — vient en droite ligne... de Versailles. Du haut de « ce sommet que sont nos années de guerre », Boncour évoqua le souvenir des plénipotentiaires de 1919 tenant « dans leurs mains un monde d'autant plus malléable qu'il était trempé de sang ».

Or, à l'époque de Versailles, le Parti socialiste français mena dans le pays une campagne de meetings contre ce traité infâme. Un Congrès du Parti dénonça aux travailleurs les stipulations déshonorantes du traité. Tout en maugréant, Renaudel alla même jusqu'à prononcer contre l'acte de Versailles un réquisitoire au Parlement. Le parti social-démocrate était à peu près le seul à tenir ce langage à cette époque. Depuis, le traité de Versailles est apparu grotesque et inexécutable à ceux-là mêmes qui l'avaient inspiré. Beaucoup de ses adulateurs de 1919 comptent aujourd'hui parmi ses critiques les plus âpres et ses censeurs les plus sévères. M. Boncour, lui, n'a pas varié. Il continue de nourrir pour le monument d'impoture construit par les « big five » de la conférence de Versailles une admiration solide. Le conventionnel au petit pied a découvert à l'œuvre de Clemenceau-Lloyd George des vertus jacobines. Pourquoi cette admiration débridée? C'est que l'œuvre de Versailles a démilitarisé la rive gauche du Rhin!!! Or, le Pacte de Locarno consacre cet état de chose et Boncour de s'écrier : « Le Pacte ne vous enlève rien, il vous donne sur le Rhin ce à quoi ont tendu passionnément tous les régimes : la République vous apporte aujourd'hui cette frontière militaire du Rhin que tous les gouvernements qui l'ont précédée ont vainement cherché à posséder. »

Vive donc la République impérialiste et conquérante! Et, sans trop de peine, sans à-coup, Boncour récitera sa démonstration:

A l'origine du Pacte, il y a le traité de Versailles, mais le traité de Versailles dans la garantie anglo-saxonne n'assurait à la France qu'une sécurité précaire. Pour combler cette lacune, les diplomates impérialistes ont élaboré plans, projets, traités, jusqu'au jour où, à Genève, sous l'égide d'Herriot et de Mac Donald, fut adopté dans l'enthousiasme le protocole de joyeuse mémoire. Mais le Protocole vécut ce qui vivent les roses; Chamberlain le mit en bière et prit soin de clouer solidement le cercueil. Boncour évoque mélancoliquement ces jours heureux où le canon faisait rage en Egypte, au Soudan, en Chine, mais où le pacifisme coulait à plein bord à Genève. Qu'importe, après tout, que le protocole soit enterré. Le rapporteur de la Commission des Affaires étrangères est persuadé que l'esprit du Protocole subsiste et anime les instruments de Locarno.

L'œuvre locarnienne et une mixture d'élucubrations clemencistes et d'élaborations genevoises. Et cette mixture, Boncour l'a dit, est un préservatif souverain contre la guerre.

C'est dans un verger labouré par Lloyd George et Clemenceau, arrosé par Herriot et Mac Donald, que Boncour et Briand sont venus cueillir les fruits de Locarno plus amers que la ciguë.

Ah! certes, il y a des lacunes dans le Pacte: la première c'est que les frontières orientales du Reich n'ont pas été « garanties solennellement », la seconde, c'est que, faute à l'orient de l'Europe d'une zone démilitarisée telle que « par bonheur », le traité de Versailles en a constitué une à l'occi-

dent, il sera impossible de caractériser l'agression. Ces lacunes font tiquer Boncour. Certes. Mais il en excuse les négociateurs locarniens. Après tout, la perfection n'est pas de ce monde et puis, n'oublions pas le « mérite incomparable de Briand » qui a, paraît-il, vaincu les résistances de l'Angleterre à un engagement universel!...

Et n'oublions pas surtout — pour dire cela, Boncour prit une voix de mélodrame — que le Pacte, à la différence des traités d'avant-guerre qui avaient toujours leur pointe dirigée contre quelqu'un, est dirigé contre l'agresseur éventuel « grand X mystérieux qui se profile à l'horizon de l'Histoire ».

A Marseille, déjà, au congrès de l'I. O. S., nous avons entendu une démonstration semblable. Blum nous avait expliqué, dans une harangue exhaustive que, pour faire face aux dangers de guerre, il fallait perfectionner l'organisme genevois et le pénétrer d'esprit socialiste. Boncour va plus loin dans ce sens. La guerre, dit-il en substance, a jusqu'ici ensanglanté le monde parce que la jurisprudence était mal construite et en raison des lacunes du droit international. Améliorons la procédure, perfectionnons la jurisprudence, et nous anéantirons la guerre « détestée des mères ».

C'est à ce degré d'aberration, de complicité criminelle aux pires aventures ou d'aveuglement sans excuse en présence des plus graves dangers qu'est tombé le socialisme de la II^e Internationale!

Boncour s'était essayé à une analyse: il avait été juriste et sec. Briand exposa la physionomie générale de Locarno: il soigna ses effets et fit donner tous ses moyens. Il savait que pour émouvoir, il fallait en appeler au sentiment, à la haine instinctive de la guerre. Il le fit avec une habileté consommée.

Il brossa le tableau alternativement sombre et clair des misères de la guerre et des déceptions de l'après-guerre; il rappela le temps de Versailles, la défaillance anglo-saxonne, l'époque de Cannes (car Briand fait remonter à ses parties de golf avec Lloyd George l'origine du pacte locarnien) le temps des Conférences qui coûtaient la vie aux ministres d'Allemagne Erzberger, Rathenau... le temps de la Ruhr. Enfin... l'ère nouvelle de Locarno.

Ce que vaut l'instrument forgé sur les bords du lac de Côme? A vrai dire, Briand ne se fait guère d'illusions. « Evidemment ça n'est pas le rêve, mais pouvait-on faire mieux. Locarno n'est même pas un olivier, c'est un tout petit germe. » Le président du Conseil rappelait à ce propos le mot de Clemenceau: « Si les Etats-Unis, si l'Angleterre refusent de garantir la frontière rhénane, alors il n'y aura plus rien, il n'y aura plus de traité, disait le Tigre. »

Briand, sept ans après, dit au Parlement français: Locarno ce n'est pas grand-chose, c'est mieux que rien.

Aveu terrible.

Ecoutez cet autre aveu: « Est-ce qu'à l'heure même où les premiers pourparlers de Locarno s'engageaient nous n'assistions pas à certaines prises de contact entre gouvernements européens? Est-ce qu'à Berlin on n'a pas vu depuis des hommes politiques importants chargés d'obtenir du gouvernement allemand qu'il renoncât à négocier le pacte de Locarno avec la France. »

Arrêtons-nous là. Ne suivons pas Briand dans ses tirades contre la guerre, dans son apologie de la paix. Nous savons maintenant de son propre aveu à quels mobiles a obéi la diplomatie locarnienne. A l'heure où s'ouvrait la Conférence. Tchitcherine, de passage à Berlin, y parachevait l'accord commercial germano-russe. Les masses allemandes cherchaient leur sécurité

dans un rapprochement avec l'U. R. S. S., seul système compatible avec l'intérêt des deux grands peuples. C'est pour éloigner le Reich de la voie où il aurait pu s'engager, c'est pour vaincre l'esprit de Rappalo que Briand a développé, de concert avec Austen Chamberlain, la manœuvre locarnienne. Les belles histoires de Boncour sur l'X inconnu et mystérieux sont loin, très loin, c'est bien en vue de l'isolement de la Russie révolutionnaire qu'ont été élaborés les traités et signés les parchemins.

« Je suis allé à Locarno, a dit l'aventurier, les délégués allemands y sont venus, et nous avons parlé Européen. C'est une langue nouvelle, il faudra l'apprendre. »

L'Européen? Une langue nouvelle? Peut-être.

La langue de la Paix? Certainement non!

C'est la langue des conjurés qui ont besoin de se comprendre et de se comprendre vite pour se sauver de la catastrophe! C'est la langue conventionnelle des comploteurs qui vont accomplir leur mauvais coup.

Oui, une certaine solidarité est née entre les nations européennes, une solidarité née de l'épuisement universel, de la fatigue générale, de la lassitude. « Les textes que la diplomatie élaborera..., écrit Romier, trahissent tout ensemble les ruses, la fatigue et l'indulgence d'une Europe vieillie... Monument international de la lassitude. »

C'est bien cela. Au lendemain de la guerre, la bourgeoisie s'est trouvée affligée de maux incurables: les réparations, l'insécurité. Il lui a fallu, sous le signe du dollar, internationaliser le problème des réparations en recourant aux solutions Dawes-Mac Kenna. Il lui faut assurer une superstructure politique du plan Dawes pour résoudre le problème de la sécurité.

La solidarité intra-européenne a une autre origine. Elle est née du besoin de toutes les bourgeoisies de l'Europe de faire peser sur leur prolétariat les crises d'après-guerre. C'est sur le dos des travailleurs d'Angleterre que Baldwin, Chamberlain entendent sauver de la débâcle l'industrie anglaise décadente; c'est au détriment des ouvriers allemands que Luther compte s'acquitter des lourdes charges du plan Dawes, c'est sur le dos des petites gens que le Bloc des Gauches veut résoudre sa crise financière. Ces bourgeoisies en proie aux mêmes difficultés tragiques sentent le besoin de s'épauler contre leur prolétariat.

Mais les efforts autrefois disparates des ouvriers se conjugent aujourd'hui. Depuis près de dix ans, les travailleurs d'un grand pays sont au pouvoir et travaillent à l'édification du socialisme. L'Union des Républiques Soviétiques est pour les ouvriers de partout comme un centre de ralliement, l'indication de l'objectif à poursuivre, du but à atteindre. Son exemple, parce qu'il enthousiasme les ouvriers de tous les pays, inquiète dans tous les pays les puissances d'argent. Les peuples d'Orient et d'Extrême-Orient eux-mêmes ne sont pas restés insensibles aux transformations profondes qui se sont produites dans la Russie soviétique. Ils rêvent de libération, d'affranchissement, ils engagent la bataille antiimpérialiste.

Voilà l'origine de la solidarité européenne. Cette solidarité n'a rien à voir avec la paix: elle est née du besoin des puissances d'argent de se liguier contre la poussée de leur prolétariat, de se coaliser contre ce *corps étranger* que représente pour le monde capitaliste la Russie révolutionnaire, ses alliées d'Orient et d'Extrême-Orient.

Solidarité de lutte antisoviétique, d'oppression antiprolétarienne, qui n'est pas un triomphe de la paix, mais une forme de la lutte de classes.

La solidarité européenne est une solidarité agressive, dirigée contre les forces de révolte des métropoles et des colonies.

Elle n'est pas une solidarité de paix, car elle n'exclut aucune des raisons essentielles des rivalités entre les puissances solidaires. A l'intérieur même du pacte, Mussolini rêve d'expansion coloniale, de prépondérance méditerranéenne. Il prend dans l'Europe centrale la tête de la croisade antigermanique. L'Allemagne rêve elle aussi de mandats coloniaux, la France défend le reste de sa puissance continentale d'antan. Elle exige que la Pologne blanche soit intronisée au Conseil de la S. D. N. Depuis trois semaines la controverse autour des sièges, entraîne des polémiques dont la violence rappelle l'époque du partage de la Haute-Silésie!

Que les motifs de rivalité l'emportent sur les raisons de solidarité, et le conflit qui surgira ne sera plus limité à une partie du continent. Du fait de l'interdépendance des puissances il embrasera l'univers.

Non, l'Européen n'est pas le langage de la réconciliation générale!

Il fallait mettre en lumière les origines anglo-saxonnes et le caractère des traités de Locarno, indiquer leur signification pour le monde du travail, dénoncer la fausse paix impérialiste, opposer à l'Europe capitaliste, où subsistent tant de germes de conflit, l'Union des peuples libres des Soviets, seule force de paix véritable.

C'est ce que fit, dans un vigoureux discours, Marcel Cachin au nom de la fraction communiste. Au cours de son intervention, Cachin cita un article d'Otto Bauer dans l'*Arbeiter Zeitung* du 17 octobre. On y lisait: « Non, ce n'est pas M. Chamberlain qui vient de menacer la Turquie pour les pétroles de Mossoul, ce n'est pas M. Painlevé qui fait la guerre aux Riffains pour les minerais du Riff, ce n'est pas Hindenburg, cette idole du militarisme prussien, ce n'est pas Mussolini, dont les actes quotidiens sont une agression contre son peuple et contre les autres peuples, ce ne sont pas ces hommes-là qui peuvent assurer la paix du monde. »

Les socialistes firent à Briand une ovation qui touchait au délire. Ils se turent navrés, agacés quand on leur cita un écrit du chef respecté de l'Internationale...

Le débat terminé, Briand a pris le train pour Genève. Là-bas soufflé un vent de discorde. Il n'y est point pour le moment question de langue Européenne. Sous l'œil attentif de R. Cecil, Chamberlain y parle l'anglais le plus pur, et Luther l'allemand le plus orthodoxe, et Bethlen la langue des faussaires magyars.

Les Etats-Unis locarnistes sont une boutique misérable, fertile en querelles, où le dollar et la livre sterling entretiennent les ferments de guerre.

Face à elle, sur le modèle de l'Union des Républiques Soviétiques, les prolétaires construisent pierre par pierre un édifice grandiose, un édifice de paix: les Etats-Unis Socialistes d'Europe.

G. PÉRI.



LA GUERRE DE SYRIE



Avant le rapport de la Commission des Mandats de Rome

L'inquiétude de la Presse gouvernementale. — La conscience professionnelle des journalistes et des agences bourgeoises françaises.

Depuis quinze jours, la Commission des Mandats, enfermée dans le salon jaune de la Consulta, poursuit ses travaux dans l'ombre, sinon dans la paix. Nous avons signalé dans notre dernier article les divergences de vue qui avaient, dès la première semaine de la session, séparé les experts. Alors que certains d'entre eux, sous l'influence du délégué français, considéraient comme absolument indésirable l'audition des délégués syriens, d'autres estimaient qu'ils ne pouvaient, en conscience, refuser aux représentants de la population des territoires sans mandat, le droit imprescriptible de faire entendre leurs justes revendications. Comme le faisait fort justement remarquer une pétition remise au président Theodoli, la France ne peut être à la fois juge et partie. Et la plus stricte morale de droit national et international commande au tribunal d'entendre les deux sons de cloche avant de rendre son verdict.

Cependant, M. de Caix comprend le danger moral que fait courir à l'impérialisme français le simple fait de l'audition des délégués syriens. Et tout a été mis en œuvre à Rome pour essayer que la voix des peuples opprimés ne parvienne pas aux gens qui ont mandat d'élaborer le rapport devant être soumis à l'approbation du prochain Conseil de la Société des Nations.

Pendant qu'à Rome même, les instructions les plus sévères étaient données par Mussolini lui-même à la presse italienne afin que cette dernière se montre « strictement objective » dans ses appréciations sur la session de la Commission — et l'on sait ce qu'il faut entendre par « objectivité » dans de telles circonstances —, à Paris même, la presse française bourgeoise menait le bon combat pour éviter un camouflet à l'impérialisme national.

Le dimanche 28 février, le *Journal des Débats* éprouvait le besoin de publier un article qui cachait mal les inquiétudes du gouvernement français, et qui, cependant, trahissait suffisamment les divergences entre experts dont nous parlons plus haut.

« L'interrogatoire du délégué de France a duré fort longtemps », écrivait l'organe de Gauvain, « pendant presque six heures d'horloge par jour, il a été assailli de questions et de demandes d'explications, auxquelles il fait d'ailleurs face avec franchise et bonne grâce, mais qui ne sont pas moins désobligeantes ! »

Puis les injures habituelles auxquelles nous a déjà accoutumé le *Journal des Débats* à l'adresse des leaders du mouvement nationaliste, dont la présence

à Rome, avec un but précis, eut le don de mettre en rage, dès le début, nos matamores du colonialisme à outrance :

« Les deux fanatiques émissaires du Comité syro-palestinien, l'émir Chekeb Arslan et Ishan Djahi Bey, ont remué ciel et terre pour être entendus par la Commission des mandats. Il est regrettable que certains membres de la Commission aient cru pouvoir donner audience à ces agitateurs sans vergogne... »

« A la suite de quelles recommandations des agents de désordre aussi notoires sont-ils reçus à Rome comme les interprètes qualifiés de la Syrie ? » s'indigne le vertueux quotidien de la haute finance, « comment des adversaires d'aussi mauvaise foi trouvent-ils accès auprès d'un tribunal qui se pique d'impartialité, mais qui n'en tient pas moins compte de leurs injustes réquisitoires, et nous met sur la sellette pendant quinze jours en posture d'accusé ; les scrupules qui se sont emparés tout à coup de la Commission des Mandats nous paraissent fort surprenants... »

Qu'il se soit trouvé, au sein de cette Commission non de représentants de gouvernements, mais d'experts, des hommes ayant conservé encore assez de conscience pour s'être sentis troublés par les affirmations que leur apportaient, avec preuves à l'appui, les représentants qualifiés du peuple syrien assassiné par le militarisme français, ce seul fait plonge évidemment le vertueux *Journal des Débats* dans la plus profonde stupéfaction ; que des juges ne soient pas décidés à rendre un jugement fabriqué d'avance, voilà sans nul doute, qui rompt avec toutes les traditions de la civilisation occidentale !

Mais que les soutiens fidèles et à gages du gouvernement français se rassurent. Ces hésitations, ces scrupules seront évidemment de courte durée et ne tiendront pas devant les arguments pressants des gens sans foi ni loi chargés de sauvegarder le précieux prestige européen !

Mais, enfin, le fait est là ! Après ses revers et ses défaites militaires, la France impérialiste a déjà subi à Rome un revers diplomatique. Qu'on nous entende bien ! Le verdict sera rendu, il sera favorable à la puissance mandataire ; il ne peut pas en être autrement, ce serait la négation même de l'organisme de secours mutuel inter-impérialiste qui fonctionne à Genève. Il n'empêchera pas cependant, que de l'aveu même de la presse vendue, « la France aura été sur la sellette pendant quinze jours en posture d'accusée ».

Le dernier communiqué

Que l'on compare avec l'article évidemment officieux du *Journal des Débats*, le dernier communiqué officiel, transmis par l'agence Havas le 4 mars dernier, on y retrouve entre les lignes les mêmes inquiétudes, les mêmes rodomontades et le même énervement. Il n'est pas jusqu'à la parution matérielle de ce communiqué, dont le besoin ne se faisait pas sentir, qui ne démontre la mauvaise posture du représentant de la puissance mandataire devant le tribunal de la Consulta :

Rome, 3 mars.

La sous-commission des mandats chargée de rédiger le rapport qui doit être approuvé par la commission avant d'être présenté à la Société des Nations, poursuit ses travaux dans l'atmosphère la plus sereine qui se puisse souhaiter.

La presse italienne s'abstient soigneusement de toute manœuvre ou indiscrétion susceptible de troubler cette sérénité, donnant ainsi un bel exemple

de tenue. On ignore donc ce que sera ce rapport en voie d'élaboration, mais il est facile de prévoir que la Commission des Mandats ne voudra ni obliger la Société des Nations à se déjuger elle-même en se prononçant dans le sens voulu par quelques agitateurs qui ne poursuivent qu'un seul but, l'abolition du mandat, ni compliquer la tâche de la puissance mandataire alors que celle-ci est résolue à appliquer le mandat sous une forme de plus en plus libérale.

La longueur de la session de la Commission des Mandats montre avec quelle haute conscience de ses devoirs, la Commission a tenu à examiner les méthodes d'application du mandat, et cette longueur ne saurait être exploitée contre la puissance mandataire. Toute tentative dans ce sens serait en contradiction formelle avec l'esprit qui a inspiré les membres de la Commission désireux surtout de faciliter pour l'avenir l'application régulière du mandat. (Havas.)

L'impartialité et la conscience des envoyés spéciaux des journaux bourgeois parisiens

Enfin, veut-on deux petits exemples de l'« impartialité » et de la « conscience professionnelle » des journalistes bourgeois qui en même temps que *l'Humanité* se trouvaient à Rome pour suivre les travaux de la Commission des Mandats ?

Le Temps du vendredi 19 février publiait une dépêche de son envoyé spécial, Poulaine, faisant mention d'une délégation syrienne « composée de deux émirs, Enin et Chekeb Arslan, accompagnés d'Armanazi ».

Or, il n'était guère permis au journaliste Poulaine, qui se trouvait sur les lieux, qui assistait à la réunion de l'Hôtel Savoie, au cours de laquelle Chekeb Arslan et Djahi Bey répondirent tout à tour à ses questions plus ou moins agressives, qui s'était vanté à cette même réunion de revenir directement de Syrie, d'ignorer la composition exacte de la délégation actuellement à Rome, de ne pas savoir que l'émir Enin Arslan est en ce moment à Beyrouth et que c'est Djahi Bey qui accompagne Chekeb.

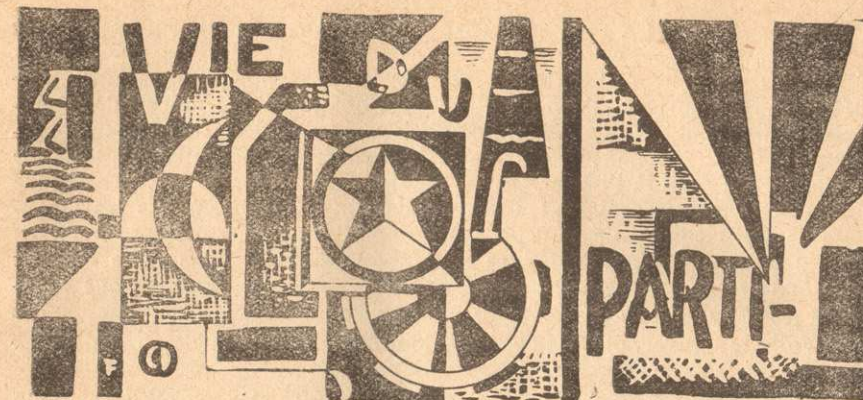
Petits détails, direz-vous. Mais si ce journaliste procède avec la même légèreté à toutes ses enquêtes, tant en Syrie qu'à Rome, il est facile de comprendre de quelle manière il peut écrire l'« histoire impartiale » et comment sont informés journellement les lecteurs habituels du plus considérable journal de la Bourgeoisie !

Il faut signaler encore, pour l'édification de nos camarades, l'autre manœuvre, plus typique, des agences et des journaux bourgeois. A l'envi fut imprimée dans la presse française, de Havas au *Quotidien*, la nouvelle que « parmi les nombreuses délégations arabes venues à Rome à propos de la Commission des Mandats, on remarque celle conduite par Chekeb Arslan et qui inonde de rapports, etc... »

Or, il n'y eut jamais à Rome, et il n'y a actuellement qu'une seule délégation syrienne composée de Chekeb Arslan, de Djahi Bey et Armanazi, tous trois régulièrement et officiellement mandatés par la population. Mais en accréditant ainsi la nouvelle de la présence simultanée de plusieurs délégations, on compte ainsi jeter le discrédit sur le peuple syrien et démontrer qu'il n'est pas mûr pour l'Unité, puisque de nombreuses personnalités prétendent au même titre parler en son nom !

SAINT-PREUX.

(A suivre.)



==== Occupons-nous ==== de la main-d'œuvre étrangère

Il y a en France plus de deux millions de travailleurs étrangers, dont 350.000 dans la Seine. Nos camarades du Parti se rendent-ils compte du redoutable problème qui se pose dans cette époque troublée et pleine d'imprévu. Nous l'espérons. Pourtant, constatons que leur activité dans cette branche ne le prouve guère, car elle est très faible.

Examinons rapidement l'importance de la question.

La guerre et la régression de la natalité ont privé et privent la production française d'une partie importante de la main-d'œuvre nécessaire. La déchéance du franc et les fluctuations des changes entraînent, pour l'industrie de notre pays, une recrudescence de commandes de la part de l'étranger particulièrement.

Le patronat a toujours intérêt à ce que le marché de la main-d'œuvre soit abondamment pourvu, afin que la loi de l'offre et de la demande d'emploi joue à son profit.

Or, depuis la guerre, la main-d'œuvre française étant déficitaire, le patronat a comblé les vides par l'introduction de travailleurs étrangers. Cette opération lui a été facilitée d'ailleurs par la réaction blanche dont sont victimes certains prolétariats comme ceux de Hongrie, d'Italie et d'Espagne.

L'incertitude des temps n'exclut pas l'observation des faits de notre part, au contraire, et nous en déduisons la quasi certitude d'une période de chômage, consécutive, par exemple, de la stabilisation du franc.

Qu'arrive-t-il en pareil cas.

Ce qui a lieu en Angleterre depuis des années, c'est-à-dire une misère soudaine, puis latente supportée plus ou moins bien, à l'aide d'un secours de chômage plus ou moins insuffisant, mais avec cette différence notable, c'est que l'Etat français, le plus pauvre des grands Etats mondiaux, ne pourra accorder aux quelques centaines de milliers de ses chômeurs un secours leur permettant d'acheter la livre de pain et le kilo de légumes indispensables pour « tenir le coup ». A plus forte raison, les travailleurs

étrangers doivent s'attendre à ne pas être secourus dans une telle période. Et pourtant, ils pourront l'être, comme leurs camarades français d'ailleurs et sous les mêmes conditions, c'est-à-dire si tous sont organisés, unis et, par conséquent, aptes à faire respecter leurs droits. Mais surtout — et c'est là l'important — capables de ne pas se laisser prendre aux mots d'ordre fascistes : « La France aux Français, à bas les étrangers ! » qui risquent de se reproduire dans l'esprit des masses ouvrières par la bouche et les écrits des agents du fascisme sous cette forme : « Si nous n'avions pas deux millions d'étrangers en France, nous n'aurions pas de chômage ».

Voilà le danger, et c'est contre cela qu'il faut sans tarder prendre des mesures.

Si, à première vue, le raisonnement des fascistes paraît être d'une logique irréfutable, par contre, pour nous marxistes il nous permet de détruire, à l'aide de cette formule démagogique et à la lumière des événements d'après-guerre, tout l'amas de contradictions, de mensonges et d'injustices sur lequel repose le régime. Et c'est encore au Parti qu'il appartient de situer la question du point de vue prolétarien, d'apporter des propositions nettes, claires; c'est à ses cellules qu'incombe la tâche de faire comprendre aux travailleurs français la fausseté de la formule fasciste, et, aux travailleurs étrangers, le danger d'un mouvement xénophobe. Il faut, dès maintenant qu'une liaison étroite existe entre les membres du Parti et organisés français et étrangers.

Pour cela, il faut que chaque rayon et sous-rayon, comprenant l'importance de cette tâche, nous envoie immédiatement le nom d'un camarade responsable qui leur a d'ailleurs été demandé par circulaire, circulaire à laquelle il ne fut pas répondu.

La direction des rayons et sous-rayons devra choisir un camarade compétent, de façon que, par la suite, il puisse à son tour, après avoir pris contact avec la communauté du centre régional, expliquer à tous les membres du Parti tout le travail à faire tant au point de vue de l'organisation qu'au point de vue politique, au sein de la main-d'œuvre étrangère.

Rayons et sous-rayons, vous avez la parole.

JUIN.



La parution de l'Humanité le Premier Mai

Le rapport sur ce sujet, paru dans le n° 34 des *Cahiers*, a été adopté par le Comité central. L'équivoque qui enveloppait cette question depuis trois ans est dissipée, et la position du Parti clairement définie.

Les conclusions d'ordre pratique y mentionnées ont déjà donné des résultats. Quelques cellules et rayons ont porté la question à l'ordre du jour de leurs réunions. Les motions favorables à la thèse soutenue par le C. C. ont été votées. Un certain nombre nous sont parvenues. Notre intention n'est pas de les publier toutes, mais nous tenons à insérer celle votée par la cellule 706 de la région parisienne, parce que, d'accord sur

le principe, cette dernière ne partage pas notre conception sur l'interprétation communiste du devoir de classe en période de lutte active de la classe ouvrière.

MOTION DE LA CELLULE 706

La cellule 706, examinant la question de la parution de l'Humanité le Premier Mai, considérant qu'il est indispensable de faire face aux mensonges et aux insultes répandus par la presse bourgeoise ce jour-là; considérant, d'autre part, qu'il faut donner la possibilité à nos camarades employés à la confection de l'Humanité de remplir leur devoir de classe, émet le vœu que, le jour du Premier Mai, l'Humanité soit strictement réservée à la question syndicale; de cette façon, les articles n'ayant pas un caractère d'information, la confection du journal pourrait être terminée la veille au soir, respectant ainsi le droit au chômage des camarades employés. La diffusion du journal pourrait être intensifiée par des camarades munis de permis de colporteurs, dans les lieux de pointage et dans les meetings organisés ce jour-là.

« Il faut donner la possibilité à nos camarades employés à la confection de l'Humanité de remplir leur devoir de classe », déclarent nos camarades de la cellule 706. Nous ne sommes pas d'accord. Pour des communistes, « accomplir son devoir de classe », c'est se mettre sans réserve au service du prolétariat. Lorsque ce dernier engage une lutte, quelle qu'elle soit, les organisations responsables ne font jamais assez de propagande. Le Parti, son appareil, ses militants, sa presse, se mettent à leur disposition. Le militant communiste qui, le Premier Mai, prend la parole dans un meeting, assure le service d'ordre, procède, le Premier Mai, au pointage des cartes dans une permanence, accomplit son devoir de classe, au même titre — sans plus — que le militant qui participera bénévolement à la confection d'un journal prolétarien d'information qui paraîtra le jour de la lutte, sous le contrôle des organisations centrales du mouvement syndical — au même titre encore que le militant chauffeur de taxi qui, chaque année, désigné par son syndicat, se met au service de l'Union régionale et de la C. G. T. U., pour le déplacement des militants responsables.

Si nous n'avions souci de la place qui nous est comptée dans les *Cahiers*, nous pourrions reproduire le texte de la motion votée par les camarades du Livre, membres du Parti, appartenant à la cellule 201, et qui participent à la confection de l'Humanité, motion parue dans le numéro du 29 janvier de notre organe central. Ces camarades se sont déclarés en plein accord avec le rapport publié et, par leur attitude, ont répondu d'avance aux camarades de la cellule 706.

Ajoutons, pour terminer, qu'une résolution importante, votée au récent Congrès de l'Union des Syndicats de la R. P., constitue un pas sérieux dans la voie des réalisations.

Aux organismes compétents du Parti (section syndicale, centrale et fractions intéressées) de ne pas attendre le 30 avril pour prendre toutes mesures utiles en vue de la parution — dans le cadre des clauses adoptées par le C. C. — de l'Humanité le 1^{er} mai prochain.

R. DIGNE.

Front unique et travail municipal

J'ai remarqué, au cours de visites dans les cellules où nous avons des élus municipaux, que le plus grand nombre des camarades ne comprennent pas l'importance du travail municipal dans l'application du front unique.

C'est ainsi que j'ai rencontré dans une localité où nous avons une minorité communiste dans un Conseil municipal, en face d'une majorité réactionnaire, des camarades qui m'ont dit : « Ici, il n'est pas nécessaire de parler de front unique, il n'y a pas de section « socialiste ». Il y a là une double erreur.

La première consiste à croire qu'il est indispensable à la réalisation du front unique d'avoir deux organisations en présence. Cela prouve que les camarades considèrent le front unique beaucoup plus comme une entente (même momentanée) que comme une *tactique* de conquête des masses, applicable partout où il y a des ouvriers à gagner, *organisés ou non*.

La seconde erreur consiste à croire que toutes les voix réactionnaires sont des voix *bourgeoises* et qu'il n'y a rien à faire de ce côté.

J'ai voulu démontrer tout de suite aux camarades, d'une façon pratique l'erreur qu'ils commettaient, de la façon suivante. J'ai demandé : Quelle est la répartition des voix aux élections municipales ?

Réponse : Deux listes en présence :

Réactionnaire	600 voix.
Communiste	400 —

Quelle a été la répartition aux élections législatives du 11 mai ?

Réponse : Quatre listes en présence :

Réactionnaire	350 voix.
Radical	150 —
Socialiste	200 —
Communiste	300 —

Qu'y a-t-il à tirer de ces chiffres ? Ceci. Qu'il y a aux élections municipales : 250 voix réactionnaires + 150 radicales + 100 socialistes qui vont à la réaction.

Cela veut dire qu'il y a dans la localité au moins deux cents ouvriers qui votent pour la réaction après avoir voté pour les radicaux et les socialistes en une autre circonstance.

Cela veut dire qu'il faut réaliser le front unique, chercher des mots d'ordre immédiats pour gagner définitivement ces 200 ouvriers au Bloc ouvrier et paysan. Quelle meilleure façon pour cela que de faire travailler notre fraction communiste au Conseil municipal parallèlement avec le travail des cellules d'entreprises.

Une autre erreur que les camarades commettent presque partout, c'est de croire qu'il est indispensable d'avoir des élus municipaux pour faire de l'action municipale concrète et le front unique. On réalise aussi bien le front unique en *contrôlant* une municipalité réactionnaire, ou

socialiste qu'en prenant part directement à la gestion municipale. Il suffit de passer au crible de la critique communiste les « réalisations » bourgeoises ou socialistes, d'appeler les ouvriers à faire ce travail sous la conduite du Parti, et d'en tirer les conclusions de classe à la portée des masses.

Un exemple : à Béthune, dans le Pas-de-Calais, nous n'avons pas d'élus municipaux. Le prolétariat de la ville (cheminots mis à part, dont l'éducation de classe est différente) est un de ceux qui sont le plus empoisonnés par l'esprit localiste. On n'y vote pas pour des principes, ni même des programmes, mais pour des hommes. Aux élections législatives, les ouvriers de la ville votent traditionnellement pour les socialistes, parce que, depuis 30 ans, être socialiste, c'est « être un bon pour les ouvriers ».

Radicaux, réactionnaires et socialistes locaux peuvent impunément changer d'étiquette au gré du courant d'opinion ou de leur fantaisie et former les listes les plus abominablement contradictoires. C'est ainsi qu'aux dernières élections municipales, la liste du B. N. sortante s'est scindée en deux. Une partie a formé la liste radicale-socialiste avec les S. F. I. O. (quels radicaux et quels socialistes, mes frères) ; l'autre, une liste nettement fasciste avec de nouvelles recrues moins déconsidérées.

Dans ce milieu aussi ingrat, les communistes se sont mis au travail. Sur des questions bien concrètes, telles que le prix du lait, le prix du pain, les dommages de guerre, l'obtention d'un local pour la Bourse du Travail, quelques faits typiques de la politique de classe du Bloc National local, ils se sont liés avec la masse. A un moment donné, la municipalité réactionnaire, qui avait refusé toute subvention à la Bourse du Travail, vota 2.000 francs pour le déplacement de la musique de la garde républicaine à une fête au profit des Pupilles de la Nation. Un article dans l'*Enchaîné* dénonça cette forme inopérante de la charité bourgeoise. Et le jour de la fête, entre minuit et deux heures du matin, les rues principales de la ville et le jardin public furent inondés de papillons du modèle ci-après :

Pour la Musique de la République à Loucheur,
on trouve 2.000 fr.

Pour la Bourse du Travail des ouvriers, on ne
trouve Rien.

Travailleurs, jugez !

Résultat : 1° Les réunions du Conseil municipal qui n'étaient suivies par personne, furent agrémentées par la suite de la visite de 60 à 80 ouvriers, la plupart sans Parti, qui suivaient avec un intérêt grandissant l'action du Parti communiste.

2° De ce jour, la bourgeoisie s'alarma et les premières manifestations du fascisme eurent lieu. La réaction du lieu mobilisa jusqu'aux enfants des patronages pour coller les papillons d'« Action Française ».

3° La vente de l'« Enchaîné » monta régulièrement de 50 numéros par semaine pour arriver à 550 aux élections municipales.

4° Aux élections municipales, pas une voix des élections législatives ne fut perdue dans ce milieu timoré, malgré le battage fait autour de l'affaire de la rue Damrémont. Au 2° tour, pas une défection des voix

communistes en faveur de la liste radicale-socialiste, qui, sans elles, aurait été écrasée par la liste fasciste.

Ce sont là des faits qui montrent que le front unique extra-municipal donne des résultats aussi appréciables que toutes les autres formes qu'il peut revêtir. Ils montrent surtout que le front unique, à la base, forme à laquelle nous sommes réduits, bien souvent par la carence des chefs socialistes, peut être réalisé par un Parti communiste qui sait se garder des erreurs gauchistes.

Nul terrain n'est plus favorable à cette forme de front unique que le terrain municipal, parce qu'il fournit quantité de revendications immédiates accessibles à la mentalité des ouvriers, des commerçants, des classes moyennes en général. S'en faire un tremplin, sans perdre de vue notre ligue politique générale, c'est détruire la croyance dans la démagogie du Parti communiste, c'est travailler sûrement à la réalisation du Bloc Ouvrier et Paysan.

Halluin, le 26-2-26.

F. GARREZ.



La bataille ouvrière

Les *Cahiers du Bolchévisme* donneront désormais un résumé critique et récapitulatif des mouvements de grève en France.

Pour ce numéro, nous voulons nous contenter de faire une sorte d'auto-critique de la façon dont, dans notre *Humanité*, sont présentées et commentées les diverses manifestations de la lutte du prolétariat contre ses exploités.

Nous disons « auto-critique » en ce sens qu'ici même ce sont les camarades chargés de la rubrique « La bataille ouvrière », dans *l'Humanité*, qui vont en dénoncer et les insuffisances et les imperfections.

Telle qu'elle est conçue, dans le cadre restreint qui lui est imparti dans notre organe central, la rubrique des grèves — sauf pour les grands mouvements — est presque nulle pour la propagande.

En la lisant, nos camarades peu avertis de la façon dont elle est faite, ont l'impression très nette que c'est une sorte d'obligation que l'on exécute comme à regret; mieux: on a la conviction qu'on se contente d'y insérer purement et simplement, sans ordre, sans méthode, des communiqués d'organisations syndicales, communiqués que l'on réduit à tel point que, parfois, ils en deviennent incompréhensibles.

Etablir une statistique, même approximative, sur les renseignements ainsi fournis est chose impossible.

Examinons donc les raisons de cet état de choses.

Tout d'abord, le manque de place en est la principale. Il est évident que, si pour parler de 25 ou 30 grèves, on ne dispose que de 100 à 150 lignes, il faudra donner à chacune d'elles quatre à six lignes.

Or, la situation économique actuelle provoque de plus en plus des conflits entre exploités et exploités. Nous disons que, dans de telles conditions, il est mauvais de réduire cette rubrique.

Mais si on l'étend, si on lui donne la place qu'elle mérite, ce sera au détriment d'autres articles. Tel est le premier problème à résoudre.

Ensuite, la plupart de nos communiqués émanant des organisations syndicales, une grande part de responsabilité leur incombe. L'esprit, par trop corporatif, des militants de fédérations et de syndicats est préjudiciable à la bonne et utile présentation des grèves.

Dans ce domaine, nous constatons deux excès contraires : ou nous recevons, sur une grève, 200 à 300 lignes, et nous ne pouvons — toujours le manque de place ! — les insérer à temps voulu ; ou nous recevons des communiqués de ce genre :

« Les camarades de chez X ou Y, ayant demandé une augmentation et n'ayant pas obtenu satisfaction, ont quitté le travail. »

Ou encore :

« Les ouvriers métallurgistes d'une usine de X ou Y se sont mis en grève pour une augmentation de salaires. »

Dans le premier cas, nos lecteurs ignoreront totalement ce que fabrique et représente la maison X ou Y. Ils ignoreront aussi le montant de l'augmentation de salaire demandée.

Mais les militants qui nous envoient les renseignements connaissent parfaitement, ainsi que beaucoup de syndiqués de leur branche, ce qu'est la maison X ou Y. Ils pensent — et là réside leur esprit corporatif — que tous les ouvriers du Bâtiment, ou tous les ouvriers des Métaux, s'il s'agit d'une de ces deux industries, comprendront.

C'est possible. Mais notre *Huma* n'est pas lue que par des ouvriers de ces deux industries.

En outre, quand des camarades de Tréfouilly ou de Cantapuzu nous écrivent, ils pensent que tous les Tréfouillois et tous les Cantapuzéens comprendront.

C'est encore possible. Mais notre activité et notre propagande dépassent ces deux localités.

Ceci dit, nous pensons qu'il est nécessaire, d'abord, de toujours nous donner le chiffre approximatif des grévistes, femmes et jeunes comptés à part.

Il faut, de plus, bien nous spécifier le métier ou l'industrie touchés.

Il faut encore donner exactement le lieu de la grève et son département.

Il est, enfin, absolument indispensable que les chiffres d'augmentation demandée soient fournis ainsi que les salaires payés avant la grève.

Et, pour terminer, lorsque des camarades nous ont envoyé des renseignements sur un mouvement, il est utile que, lors de la rentrée, ils nous en avisent, quels que soient les résultats de l'action menée.

Ainsi, seulement, nous pourrions avoir une « Bataille ouvrière » compréhensible à tous.

Ainsi, seulement, nous serons à même de commenter et de récapituler les grèves.

C'est un travail de toute nécessité pour notre action. Nous allons essayer de l'entreprendre ici et dans *l'Huma*.

Mais que nos camarades qui nous adresseront d'incomplètes notices soient bien persuadés que nous n'hésiterons pas à faire, dans les *Cahiers*, la critique qui s'imposera — à charge de revanche pour eux.

Ce sera, d'ailleurs, pour le plus grand profit de tous, car ceux-là seuls sont forts, qui sont capables de se critiquer, pour mieux travailler ensuite.

J. RAVEAU.



LA DISCUSSION DANS LE P.C. DE L'U.R.S.S.

♦ ♦ ♦

Rapport du camarade Boukharine à l'Assemblée des fonctionnaires de l'organisation de Moscou

(suite et fin)

L'ensemble de l'économie et la lutte pour la classe paysanne

Il ressort de tout cela que notre économie, dans son ensemble, est socialiste, d'après son type. La question du caractère de notre industrie d'Etat et celle de l'ensemble de notre économie sont deux questions différentes. Si nous mettons en tas nos entreprises d'Etat, nos entreprises privées et nos économies paysannes — comment nommerons-nous cet ordre, dans son ensemble ? La camarade Kroupskaïa pense, par exemple, qu'il s'agit d'un capitalisme que nous tenons dans les fers. Elle dit que la NEP est du capitalisme. Mais si la Russie est une Russie de la NEP et si la NEP est du capitalisme, nous vivons donc dans la Russie capitaliste et notre ordre est capitaliste. Il ne peut pas avoir ici d'échappatoires.

Nous ne sommes cependant pas d'accord pour appeler l'ensemble de notre économie un capitalisme que nous tenons dans les fers. Notre économie est une économie de transition, composée de divers éléments. Lénine en énumérait cinq : l'économie patriarcale, capitaliste privée, petite-bourgeoise, capitaliste d'Etat et socialiste. En 1920-21, le rapport entre ces divers éléments était tout autre qu'aujourd'hui. Auparavant, notre industrie socialiste tenait une moindre place dans tout ce système ; non seulement elle n'était pas en tête pour diriger l'économie, mais notre village ruiné a encore plus ruiné notre industrie. Comment cela

s'exprima-t-il? Nous avons épuisé le capital de fondation de notre industrie, les ouvriers ont enlevé de nos fabriques diverses parties intégrantes en cuivre et tout ce qu'il était possible d'enlever; tout cela et beaucoup d'autres choses encore, telles que gramophones, miroirs, fragments de miroirs, etc. furent échangés contre un morceau de pain ou un sac de pommes de terre. C'est un fait, et le rapport entre les divers éléments de notre économie était tel que notre industrie perdit l'une après l'autre ses positions, et fut réduite à une situation presque microscopique. Elle était une entité économique insignifiante. Nous vivions de nos anciens stocks et nous les avons épuisés.

Quel est aujourd'hui le rapport entre les différentes parties de notre économie? Je crois que tout le monde reconnaîtra qu'il est tout autre. Notre industrie ne se meut plus dans la direction de la liquidation totale. Au contraire, elle devient de plus en plus l'élément dirigeant de toute l'économie nationale. Le rapport entre les divers éléments et systèmes économiques est actuellement tout autre qu'autrefois. La prédominance de notre industrie s'est fortement accrue. Je ne vous citerai pas les chiffres généralement connus de notre Commission du Plan Economique : chaque ouvrier sent lui-même la croissance de notre industrie. Il y a chez nous deux grands cercles économiques fondamentaux : l'industrie d'Etat socialiste et l'économie paysanne petite-bourgeoise, en premier lieu, la simple économie des marchandises.

On croit très souvent que ce qui n'est pas socialiste doit être capitaliste. Je demande alors : l'économie paysanne, dans son ensemble, est-elle une force capitaliste ou non ? Beaucoup croient qu'elle est capitaliste. Tous les marxistes — y compris Marx lui-même, et Engels, et Lénine — ont compris qu'entre la simple économie des marchandises, c'est-à-dire une économie qui s'occupe bien de commerce, mais n'exploite aucun travail salarié, et l'économie capitaliste qui « travaille » en vue du profit et se base sur le travail salarié, il doit y avoir une différence. Si nous parlons des classes, la petite bourgeoisie naine correspond à l'économie marchande, et la grande bourgeoisie, classe principale du capitalisme, correspond à l'économie capitaliste.

Ce sont deux choses différentes : on doit enfin comprendre cette vérité élémentaire. Naturellement, on doit maintenir que, dans les rapports du commerce libre dans la simple économie des marchandises, il y a toujours la tendance à produire des rapports capitalistes, et qu'une partie de la simple économie des marchandises, si elle grandit et n'est pas enrichie de nouveaux outils et de nouveau matériel, mais introduit aussi le travail salarié, devient capitaliste. Par suite, sur le terrain du commerce libre, la simple économie des marchandises, l'économie paysanne — et en premier lieu l'économie du paysan moyen — a tendance à se transformer en économie capitaliste, en se divisant en petits capitalistes, *koulaks*, etc...

Nous devons alors avoir devant les yeux la question suivante, extrêmement importante pour le traitement de tout le problème, car l'une est liée à l'autre. Sous la dictature du prolétariat, la simple économie des marchandises doit-elle se transformer inévitablement ou non, dans son développement, en une économie capitaliste? C'est ainsi qu'il faut poser la question. Toute la masse des simples producteurs de marchandises, c'est-à-dire la classe paysanne moyenne qui se livre au commerce, mais n'emploie pas de travail salarié, doit-elle absolument se transformer, soit en prolétaires, soit en *koulaks*, ou bien ce développement n'est-il

pas inévitable, dans notre situation? C'est là une des questions fondamentales de l'économie de notre période actuelle. Ces camarades qui regardent toujours en arrière et qui ne se donnent pas la peine de réfléchir aux changements qui se sont produits ces dernières années, ne croient pas qu'il puisse avoir d'autre développement que le développement capitaliste. Commerce libre signifie, d'après eux, capitalisme et pas autre chose. Le camarade Zinoviev et beaucoup d'autres l'ont souvent répété. Au sens propre du mot, c'est complètement inexact; mais il est exact que, dans la situation du commerce libre, le capitalisme se produit toujours sans cependant que le commerce libre soit en lui-même du capitalisme.

Je cite ici, comme au Congrès, quelques exemples : Si une de nos entreprises nationalisées achète d'une autre des machines sur la base du commerce libre, est-ce là du capitalisme? Non, ce n'est pas là du capitalisme, mais une forme commerciale particulière et originale du rapport entre des entreprises socialistes. Ce n'est écrit dans aucun livre, mais il en est ainsi. Si un paysan n'occupant aucun ouvrier salarié achète quelque chose à notre industrie d'Etat sur la base du commerce libre, est-ce du capitalisme? Non. Mais si, sur la base du commerce libre, un paysan se ruine et l'autre en s'enrichissant, commence à employer des ouvriers salariés, c'est déjà du capitalisme. La question est donc beaucoup plus compliquée que certains ne le pensent.

Je crois que le principal problème de notre politique économique consiste en ceci : nous disons que nous combattons pour la classe paysanne. Qu'est-ce que cela veut dire au point de vue économique? Cela veut dire qu'avec l'aide de notre industrie d'Etat, nous employons toutes nos forces pour conduire la grande masse des simples producteurs de marchandises, hors de la voie capitaliste, au socialisme. Le *koulak* combat pour pousser le paysan moyen dans la voie capitaliste, mais nous, nous luttons pour l'arracher à l'influence du *koulak* et lui assurer la possibilité de se développer hors de la voie capitaliste. C'est ainsi que se pose aujourd'hui la question.

Sous le capitalisme, sous la dictature de la bourgeoisie, c'était absolument impossible, car tout le système des relations, à commencer par le code et les organes économiques les plus importants, se trouvait entre les mains de la bourgeoisie qui n'était intéressée exclusivement qu'au développement de la situation capitaliste. Mais toute notre industrie, les organes économiques d'Etat, le code, etc. poursuivent, dans la lutte contre le *koulak*, le but principal d'arracher à son influence le paysan moyen, et à faciliter à ce dernier, dans les mesures où les forces lui manquent pour le faire, son développement en dehors de la voie capitaliste. Il n'est pas inutile de mentionner ce que Lénine disait des pays coloniaux. Il disait des pays coloniaux qu'avec l'aide de la classe ouvrière des pays vainqueurs et avec l'appui de cette classe, ils pouvaient éviter la route capitaliste et passer à un développement socialiste. A-t-il écrit cela? Oui, il l'a même formulé en thèse. Notre classe paysanne est aussi un tel pays par rapport à notre industrie.

Nous devons employer nos forces, nos ressources, notre volonté, nos énergies et diriger notre politique de telle façon que nous détournions le paysan moyen de la voie capitaliste, avec l'aide de l'industrie d'Etat, et que nous le séparions du *koulak*. Nous pouvons le faire par le groupement en coopératives, en sociétés pour l'approvisionnement en machines, par l'électrification, etc. C'est de notre devoir. C'est là que se trouve le

sens de la lutte pour le paysan moyen. Notre tâche consiste à livrer sur ce front un combat acharné contre le *koulak* pour conduire les simples producteurs de marchandises du chemin du développement capitaliste à celui du développement socialiste. Dans son essence, la répartition des forces des classes est la suivante: Le prolétariat est une classe représentant une forme économique spéciale: la forme socialiste de l'entreprise; à cette catégorie appartiennent l'industrie d'Etat et les postes de commandement. Notre principal contractant est la classe paysanne, en premier lieu le paysan moyen, en tant qu'allié, et les paysans pauvres, sur lesquels nous nous appuyons. Notre adversaire principal est, dans les villes, le capitaliste privé allié au *koulak*. Nous autres prolétaires, nous luttons contre le *koulak* et contre le capitaliste pour la masse principale de la classe paysanne, pour les paysans moyens, en soutenant les paysans pauvres: nous menons cette lutte à l'aide de notre industrie, par l'union coopérative. La bourgeoisie mène la lutte à l'aide de ses entreprises privées et veut nous vaincre par des marchandises bon marché, par des crédits à meilleur compte. Mais nous, nous avons en main les principaux atouts économiques. Telles sont les formes fondamentales de la lutte des classes dans la période actuelle.

Nous devons avoir constamment devant les yeux que la lutte pour le paysan moyen représente une lutte pour la possibilité du développement du paysan moyen en dehors des voies capitalistes, même avec l'aide du commerce libre. C'est la base de notre politique.

Notre politique paysanne

Je vais maintenant traiter en détail la question paysanne.

On peut commettre chez nous des fautes dans deux directions: soit en ne remarquant pas la croissance du *koulak* soit en ne comprenant pas les besoins du paysan moyen et en le sous-estimant. On nous accuse de n'avoir soi-disant pas remarqué le danger du *koulak*. Nous sommes tous d'accord pour dire qu'il y a quelques cas où certains camarades n'ont réellement pas estimé ce danger à sa juste valeur. Mais lorsque nous discutons des questions de principe de notre politique, nous devons toujours voir la chose principale et décisive. Si nous commettons une faute dans une question de deuxième ordre, ce n'est pas aussi effrayant. Mais si nous commettons une grave erreur dans une question principale quelconque, ce sera très mauvais pour nous, car nous pouvons toujours commettre de ces erreurs que nous ne pourrions pas corriger.

Si nous demandons maintenant quel est le facteur le plus important de notre politique paysanne, nous devons répondre: le paysan moyen. Lénine a toujours répété: nous devons ajuster toute notre économie à l'économie paysanne moyenne.

Pourquoi est-ce précisément le paysan moyen qui vient à l'avant-scène? Quelques camarades se plongent dans de vieux livres, excellents d'ailleurs, où ils lisent qu'il y a chez nous tant de paysans moyens, tant de paysans pauvres, tant de *koulaks*, etc. Mais ces statistiques sont périmées aujourd'hui. Le paysan moyen joue un rôle si important parce qu'il représente l'héritage de notre grande Révolution agraire. On ne doit pas oublier que presque toutes les grandes propriétés, de fait 82 p. 100 passèrent entre les mains de la classe paysanne. Nous avons réalisé un processus de « *dékoulakisation* », nous avons secoué comme il faut le *koulak*, nous avons fait son inventaire et partagé son bétail et ses pro-

priétés. Les deux processus d'expropriation du propriétaire foncier et de « *dékoulakisation* » amenèrent la prédominance de l'économie paysanne moyenne au village.

Le procès de différenciation se heurte-t-il actuellement à des obstacles? Oui. En quoi consistent ces obstacles? D'abord en ce que le sol et les propriétés ont été enlevés au trafic commercial. S'il n'en était pas ainsi, ils passeraient bientôt entre les mains des riches paysans par voie d'achat et de vente. Mais il n'y a pas, chez nous, de ventes et d'achats de sol et de propriétés. C'est déjà un grand obstacle à la différenciation du village. Notre code ne protège pas les couches supérieures, mais les couches pauvres et moyennes du village. C'est aussi un facteur assez important.

Pris à sa base, notre village est aujourd'hui un village de paysans moyens, grâce aux processus mentionnés et à notre politique. Les paysans moyens forment en général la majorité de la population villageoise, l'économie paysanne moyenne représente la plus grande unité économique de toute notre agriculture. Si nous considérons le village et demandons quelle est notre tâche principale, il est tout naturel que la toute première tâche, sans la solution de laquelle nous ne pourrions pas exister, est la nécessité de comprendre l'obligation de l'alliance ferme avec le paysan. Si quelques camarades de l'opposition, tel que, par exemple, le camarade Vardine écrivent sur le « bolchévisme paysan moyen » et rappellent Maria Spiridonova, c'est le maximum d'incompréhension de notre politique.

On parle très souvent de ce qui a existé auparavant, au temps du communisme de guerre. Nous avons interdit alors tout commerce et avons lutté contre tous ceux qui violaient cette interdiction. C'était alors nécessaire parce que nous vivions à une époque de guerre civile. Mais pensez à ce que Lénine a écrit quand nous commençons à passer à une nouvelle politique économique. Maintenant, disait-il, on ne peut plus nommer spéculation tout commerce, nous avons autorisé le commerce et nous le pratiquons nous-mêmes. Si donc, on nous dit aujourd'hui: le paysan moyen est un spéculateur, parce qu'il vend du blé, c'est tout à fait faux, puisque nous-mêmes faisons ce commerce. Notre politique ne consiste pas à insulter le paysan moyen, parce qu'il fait du commerce, mais à nous intéresser à ses opérations, à le conduire dans la coopérative, et, par la coopérative, à une meilleure union avec notre industrie et à l'attirer peu à peu de cette manière, sans qu'il s'en aperçoive, à notre construction socialiste. Ce sera un peu plus difficile et un peu plus compliqué que de parler de spéculation. Mais si nous ne faisons pas cela, nous n'obtiendrons absolument rien.

Sous la dénomination du capitalisme, le paysan représentait une couche à double croissance: Une partie se transformait en *koulaks*, l'autre en ouvriers agricoles. Ce procès existe-t-il aussi chez nous? Oui, mais avec autant de force que sous le capitalisme. Avec le capitalisme le paysan moyen était stable à un certain degré; il le sera davantage, sous notre régime. Pourquoi? Parce que les circonstances du pouvoir soviétique elles-mêmes exigent cette stabilité. Nous combattons le *koulak*, soutenons les paysans pauvres, concluons une ferme alliance avec le paysan moyen et avons retiré le sol et les propriétés du commerce. Tout cela augmente la stabilité de la masse paysanne moyenne. C'est pourquoi le problème du paysan moyen restera encore longtemps notre problème central et principal. Beaucoup de camarades pensent: Si vous parlez

sans cesse des paysans moyens et n'élevez pas la voix au sujet du danger du *koulak*, toute votre politique dévie, vous ne frappez pas où il faut frapper. Nous répondons à cela: Nous ne nions pas le danger des *koulaks*, mais si vous ne consacrez pas une attention suffisante au paysan moyen, vous aidez ainsi avant tout le *koulak*. Car il n'y a pas de meilleur moyen de combattre le *koulak* que de soumettre le paysan moyen à l'influence prolétarienne.

Je considère ce point comme extraordinairement important, sinon comme le point central de toute notre discussion sur les rapports entre le paysan moyen, le *koulak* et le paysan pauvre.

D'où vient la force du *koulak*? Elle provient non pas de ce que le *koulak* exploite la pauvreté villageoise, mais de ce qu'il tient le paysan moyen sous sa dépendance tant économiquement que politiquement.

Le *koulak* isolé représente-t-il un grand danger pour nous? Non. Le principal danger est qu'il puisse s'attacher le paysan par mille liens économiques et, par suite, politiques. Le *koulak* représente une groupe relativement peu considérable dans l'ensemble de la classe paysanne. Mais, dans quelques endroits, il est cependant élu dans les soviets. Pourquoi? Parce que le paysan moyen le soutient. Pourquoi le soutient-il? Parce que souvent le *koulak* se tient plus près économiquement du paysan moyen et comprend mieux le commerce que notre coopérative. Si on nous oppose: Vous parlez trop du paysan moyen et trop peu du danger du *koulak*, c'est bien là une étrange opposition! Comment devons-nous lutter contre le *koulak*, sinon dans notre manière d'arracher le paysan moyen à son influence? C'est la plus importante arme de combat contre le *koulak*.

Si nous tourmentons maintenant sans raison le paysan moyen et le stigmatisons du nom de spéculateur, nous rendons un service au *koulak*. Si nous n'accordons pas une attention suffisante au paysan moyen dans nos mesures économiques, nous le poussons dans les bras du *koulak*. Si nous ne pouvons pas réaliser une bonne coopérative paysanne moyenne, si le paysan moyen voit que la coopérative agit mal et le *koulak* bien, nous poussons encore le paysan moyen dans les bras du *koulak*. Si nous travaillons mal dans les soviets, nous poussons de nouveau le paysan moyen dans les bras du *koulak*, etc. Grâce à la voix du paysan moyen, le *koulak* sera élu dans la coopérative et dans les soviets et il deviendra réellement dangereux.

Peut-on alors poser la question du *koulak* sans la relier à celle du paysan moyen? Ce serait inexact et absurde. Le principal moyen de combattre le *koulak* est de séparer le paysan moyen du *koulak*. Mais le prolétariat ne pourra mener la lutte pour le paysan moyen au village avec les plus grandes chances de succès que si la classe ouvrière a un très ferme appui parmi les ouvriers agricoles et les paysans pauvres, et si elle trouve parmi eux un soutien actif pour sa politique.

J'arrive maintenant aux résolutions de la XIV^e conférence nationale du Parti. On sait comment sont apparues les divergences d'opinion au Congrès du Parti. Le camarade Kaménev et, auparavant, le camarade Zinoviev, dans son livre sur le *Léninisme*, ont exposé cette thèse: Les résolutions de la XIV^e conférence du Parti se meuvent dans la direction de concessions faites « précisément aux éléments capitalistes du village ». Cela signifie que notre Parti a déjà opéré, lors de la XIV^e conférence, cette conversion qui représente, selon le point de vue de l'oppo-

sition, une concession directe au *koulak*. Il y a des gens qui ont une telle peur du *koulak* qu'ils ne voient que lui partout.

Nous croyons qu'on ne doit pas juger de telle façon ces résolutions du Parti. Est-il exact qu'elles représentent des concessions directes aux éléments capitalistes? Non, c'est inexact. Qu'avions-nous avant la XIV^e conférence du Parti? Dans certains endroits, au village, toutes les couches firent voir qu'elles étaient mécontentes de nous et de nos bonnes lois. Je cite l'exemple du travail salarié et du fermage du sol. Nous avions des lois très sévères sur le fermage du sol et l'emploi du travail salarié. Autrefois, le fermage était ainsi réglé: le paysan louait au propriétaire foncier un terrain, en lui payant un loyer très élevé. Certains camarades pensent que les choses se passent au village comme autrefois.

Cependant: qui loue aujourd'hui la terre? Nous voyons la plupart du temps la situation suivante: le paysan plus aisé reçoit du paysan moins aisé, du paysan pauvre, la terre en location. Le paysan pauvre dispose d'une certaine superficie de terre, selon la loi; mais il n'a pas d'outillage, pas de chevaux, il ne peut pas labourer sa terre. Le *koulak* désirait prendre en fermage ce qui appartient au paysan pauvre, mais le fermage était défendu. Il s'ensuivit que le paysan pauvre qui, malgré le danger de violer la loi, voulait gagner quelque chose, louait quand même sa terre au *koulak*; ce dernier en profitait et lui payait un loyer moindre qu'il l'aurait fait si cette opération eût été permise et protégée par la loi.

Était-ce avantageux pour nous? Avions-nous nationalisé les propriétés pour que les paysans pauvres les livrent au *koulak* à un prix ridicule? N'était-il donc pas mieux de légaliser le fermage et de veiller à ce qu'aucun contrat usuraire ne soit conclu? C'est ainsi que se présentait la question.

L'emploi du travail salarié était encore plus strictement interdit. Cette question était aussi à l'ordre du jour de la XIV^e conférence du Parti. Avant la conférence, notre loi était telle que nous avions défendu absolument l'emploi du travail salarié. Mais nous avions oublié qu'au village, une partie considérable de la population ne pouvait pas mettre sa force de travail au service de l'agriculture. Nous avions un décret magnifique: le travail salarié est interdit, nous le protégeons contre les exploiters! Mais le paysan pauvre pensait: Si vous ne pouvez pas me donner un morceau de pain, je voudrais le gagner, même chez le plus abject *koulak*.

Mais ce *koulak* savait qu'il était défendu d'employer un travailleur salarié; le paysan pauvre le savait aussi. Mais comme il voulait cependant travailler, le *koulak* en a profité et l'a moins payé. Comme ce contrat de salaires n'était pas conclu ouvertement, les intérêts du travailleur agricole ne pouvaient être protégés par aucun syndicat. Notre code ne satisfaisait donc ni le *koulak* ni le paysan pauvre à qui l'on défendait de louer sa terre et de s'employer comme travailleur agricole. Mais le paysan moyen lui-même était mécontent. Pourquoi? Parce qu'il est disposé d'un côté pour les paysans aisés, d'un autre côté pour le prolétariat. Mais il n'y a pas que cela. La croissance de l'agriculture en général et celle de l'économie paysanne moyenne (qui représente le groupe économique le plus important) furent et sont accompagnées de la croissance des excédents de marchandises. Le paysan moyen commence à s'intéresser à l'extension des cadres du commerce. Il commence à vendre et à acheter davantage. Les vestiges de l'ancien système du communisme de

guerre le contrarient. Tout ce qui entrave le commerce des marchandises fait tort à l'économie du paysan moyen. C'est pourquoi il est complètement opposé aux vestiges du communisme de guerre au village.

Mais ce n'est pas tout. L'essor et le développement régulier de l'économie, et en premier lieu de l'économie paysanne moyenne, exigent un calcul très précis. C'est pourquoi certaines mesures sont nécessaires. Une autre question: L'essor économique du paysan moyen l'attire à la coopérative, mais celle-ci ne peut pas se développer régulièrement si les vestiges des périodes antérieures ne sont pas détruits, si le principe de la libre éligibilité des fonctionnaires, le devoir de rendre compte, incombant aux fonctionnaires élus, ne sont pas développés. C'est ce qui nécessite toute une série de mesures dans l'intérêt du développement de l'activité des coopératives et des soviets. Toutes ces mesures, décidées à la XIV^e conférence, représentent avant tout une avance faite au paysan moyen.

Nous avons donc dit à la XIV^e conférence: Chers amis, les décrets sur papier n'ont pas d'importance pour nous, ce qui nous importe, c'est la réalité. Nous voyons que nos mesures prohibitives ont montré leurs mauvais côtés, non seulement au *koulak*, mais aussi au paysan pauvre, et au paysan moyen moins aisé. Nous voulions défendre l'ouvrier agricole, nous voulions protéger le paysan pauvre, et il arrive qu'en réalité, nous les gênons. Nous avons dit: Agissons autrement. Nous permettons le fermage, mais nous combattons contre l'exploitation des paysans pauvres. Nous permettons un large emploi du travail salarié, mais nous prendrons toutes les mesures pour protéger ce travail salarié, au moyen des syndicats et des organisations soviétiques contre l'exploitation, nous l'organiserons et nous en ferons une force de classe.

Il est naturel que la suppression de certaines restrictions ait profité au *koulak*. Mais les autres éléments n'ont-ils pas profité de l'introduction de la nouvelle politique économique? Naturellement. N'avons-nous pas tenu compte de cela auparavant? Et avons-nous introduit cette politique pour le bon vouloir de cette bourgeoisie? La NEP était-elle dans son ensemble une concession directe aux capitalistes? Absurdité! La NEP était en premier lieu une concession aux petits producteurs de marchandises et au village, à la classe paysanne. C'est en même temps une manœuvre, dont je disais: c'était un recul, un regroupement du front et une marche en avant avec des moyens tout nouveaux, avec les seuls moyens réguliers et possibles pour confirmer notre alliance avec le paysan moyen. Lorsque nous avons introduit la NEP, personne n'a dit que la NEP était une concession aux capitalistes. Seuls nos ennemis les plus acharnés ont dit: le communisme s'est écroulé, il n'en reste plus rien, le capitalisme règne partout, les bolchéviks s'inclinent devant les capitalistes, ils leur font des concessions, ils cessent d'être des socialistes. Nous sommes-nous inquiétés de ces sottises destinées à jeter la panique dans nos rangs? Non, nous poursuivîmes notre chemin, sans faire attention aux clameurs de nos adversaires.

Actuellement, nous détruisons les vestiges du communisme de guerre au village, parce que nous possédons les principaux postes de commandement. Nous ne nous consolons plus aujourd'hui avec des décrets sur le papier, car la réalité seule compte pour nous. Nous développons le trafic des marchandises, parce qu'il nous est utile. Le trafic sera accéléré et avec lui notre industrie d'Etat, qui croîtra ainsi plus vite. Nous aurons plus d'argent dans notre caisse d'Etat, car nous pourrions réellement

soutenir le paysan pauvre et le paysan moyen. Nous ne disons pas aujourd'hui: «Dépouille le *koulak*», mais nous disons au paysan pauvre: «Organise-toi, apprends à combattre le *koulak* par tes propres forces et non par les méthodes du communisme de guerre, apprends à te tenir sur tes pieds, apprends à conduire ton économie dans le chemin de l'organisation et nous, c'est-à-dire l'Etat et le Parti, nous t'aiderons. Apprends à te transformer en une force de classe selon les circonstances actuelles. Entre dans les coopératives. Bats le *koulak* par des moyens économiques, écrase-le par la coopérative, apprends à aller à l'attaque avec des moyens politiques et économiques. Les partisans de la nouvelle opposition disent: la XIV^e conférence du Parti a été une concession au *koulak*. Comme vous le voyez, c'est faux. Il s'agissait du regroupement des rangs de la masse principale de la classe paysanne, du paysan moyen et du paysan pauvre. Le *koulak* saura aussi en profiter au début, nous ne le nions pas. Mais nous n'avons pas pris ces mesures pour les beaux yeux du *koulak*, de même que nous n'avons pas introduit la NEP pour les beaux yeux des capitalistes.

Le point de vue que les décisions de la XIV^e conférence sont une concession au *koulak* est-il en connexion avec les autres questions soulevées par l'opposition? Oui. Si la NEP est un recul et seulement un recul, le développement de la NEP au village est aussi la suite de ce recul: mais recul signifie concession à un adversaire de classe. Or, l'adversaire de classe est le *koulak*, le capitaliste. Toutes les considérations de l'opposition se meuvent sur la même ligne: aussi bien du point de vue de la possibilité ou de l'impossibilité de la construction socialiste dans un pays qu'à celui de la NEP, qu'à celui du doute concernant le caractère de notre industrie d'Etat.

Si, comme nous le disions, notre principal moyen de lutte contre le *koulak* et notre tâche première est l'alliance ferme avec la partie paysanne moyenne du village, l'organisation des paysans pauvres n'est pas du tout exclue, mais mise au contraire au premier plan. Sans cela, nous ne pourrions arriver à rien. Elle est notre meilleur appui. Nous étions, nous sommes et nous serons toujours de cet avis. Nous avons toujours soutenu les paysans pauvres et nous continuerons à les soutenir. C'est pourquoi il est absurde de considérer les décisions de notre plenum d'octobre comme une sorte de correction des résolutions de la XIV^e conférence. Nous l'avons souvent dit. Elles ne font que compléter ces résolutions.

Nous devons donc voir clairement les prémisses de notre politique au village. Notre soutien est le paysan pauvre et l'ouvrier agricole. Notre allié, que nous pouvons conquérir avec l'aide du paysan pauvre, est le paysan moyen. Notre ennemi est le *koulak*. On ne peut pas séparer une tâche de l'autre.

On ne doit pas séparer la lutte contre le *koulak* de notre travail pour la conquête du paysan moyen. C'est ainsi que se pose la question de notre politique paysanne. La question des déviations est aussi résolue de ce fait. Le Congrès a condamné deux déviations, aussi bien celle de ces camarades qui ne voient pas le danger du *koulak*, que celle consistant à ne pas saisir toute l'importance de l'alliance avec le paysan moyen. Ce n'est que par cette alliance que nous pourrions poursuivre l'isolement économique et politique du *koulak*.

Autres questions

Maintenant, camarades, je dois dire encore quelques mots sur certaines questions particulières qui ont été soulevées par quelques camarades de l'opposition.

La première est une très grande question, la question de l'égalité. Ce mot d'ordre de l'égalité a été lancé par le camarade Zinoviev, comme on sait.

On nous dit ici habituellement : quoi donc ? Seriez-vous peut-être contre l'égalité ? Le Parti communiste est-il tombé si bas qu'il soit contre l'égalité ?

Si nous avons véritablement posé la question ainsi, en nous prononçant contre l'égalité, on aurait dû nous balayer hors de l'Union des Soviets avec un balai de fer et nous pendre quelque part au-dessus de quelque tas de fumier. Mais, naturellement, il n'en est pas question. Si nous disons que notre tâche consiste à construire le socialisme, qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie la lutte pour l'égalité, car le socialisme représente un état d'égalité économique. Nous sommes seulement d'avis qu'il vaut beaucoup mieux poser la question avec précision que de la poser « en général ». Nous approchons peu à peu de cet état d'égalité socialiste, car nous approchons du socialisme. Toute la tâche du Parti consiste dans la réalisation de cette égalité. Si nous construisons le socialisme, cela signifie que nous réalisons l'égalité. Mais si nous nuisons à la cause du socialisme, nous agissons effectivement contre cette égalité. C'est ainsi qu'il faut poser la question. Nous ne sommes pas partisans de faire actuellement de ce mot d'ordre un mot d'ordre immédiat, car par là nous agirions contrairement à la tâche qui consiste à conquérir véritablement l'égalité. Si nous bavardons à tous les coins de rue sur l'égalité et rien d'autre, qu'en résultera-t-il en fin de compte ?

Disons-le franchement : un de nos points les plus vulnérables aujourd'hui, est un certain antagonisme entre la classe ouvrière et la classe paysanne. Que racontent les camarades qui reviennent des villages, que racontaient-ils surtout avant la XIV^e conférence ? Voilà ce que dit le paysan à l'ouvrier : « Tu gouvernes, mais non pas moi; tu as des sanatoria, des assurances sociales, mais non pas moi; tes enfants apprennent à l'école, mais non pas les miens; tes droits électoraux sont autres que les miens.

Pouvons-nous donc créer immédiatement l'égalité entre le paysan et l'ouvrier ? Ou bien est-ce que cette égalité existe aujourd'hui ? Non, cette égalité ne peut exister dans la situation actuelle. Nous savons que chez nous, la classe ouvrière se trouve dans une situation privilégiée par rapport à la classe paysanne. Cela est aussi dans notre programme; et nous disons aussi pour quel but cela nous est nécessaire. Nous disons au paysan : si tu veux arriver à l'égalité complète, tu dois aller au socialisme. Le socialisme, tu ne peux l'atteindre que par la dictature du prolétariat. Si tu ne veux pas soutenir cette dictature, mais que tu essaies de la renverser, tu n'obtiendras pas d'autre résultat que le retour à l'ancien état de choses capitaliste. Aujourd'hui, cette dictature s'est déjà affermie, mais pas au point, cependant, que nous puissions proclamer le suffrage universel, que nous puissions abolir tous les privilèges de la classe ouvrière. La classe ouvrière se trouve chez nous dans une situation meilleure, c'est vrai, et cela est proclamé dans notre constitution. Nous n'avons pas le

suffrage universel. Et nous pensons qu'il est bon qu'il en soit ainsi. Dans quelques années, vraisemblablement, nous abolirons cela; mais nous pensons qu'il serait prématuré de le faire maintenant.

Quand nos adversaires excitent la haine des paysans contre les ouvriers, ils s'efforcent de donner au paysan une traite sur l'ouvrier. Et quand l'opposition dit que nous manifestons un amollissement paysan, et même *koulak*, elle donne à la classe ouvrière, avec le mot d'ordre de l'égalité, une traite qu'elle ne peut payer sans l'anéantissement de la dictature du prolétariat.

De plus, nous avons, parmi la population des villes, des couches bourgeoises et semi-bourgeoises, et si vous mettez en avant le mot d'ordre de l'égalité, vous donnez aussi à ces couches une traite, en vertu de laquelle même les capitalistes privés élèveront les prétentions aux droits électoraux. Au moyen de ce mot d'ordre, la démocratie bourgeoise viendra frapper à notre porte. Cela, nous ne pouvons pas le permettre.

Si nous étions des démagogues inconscients de nos responsabilités, nous pourrions lancer ce mot d'ordre. Représentez-vous cette situation : il y a toute une échelle de salaires. Les spécialistes touchent beaucoup plus que les ouvriers qualifiés, et ceux-ci sensiblement plus que les non-qualifiés. Pouvons-nous, dès aujourd'hui, unifier tous ces salaires ? Pour le moment, je ne parle pas de la nécessité, de temps à autre, d'atténuer les différences et de réparer les injustices. Mais aujourd'hui, une égalité complète est impossible. Naturellement, l'ouvrier qualifié dira qu'on peut le placer sur le même pied que le spécialiste; mais si vous lui proposez de le placer sur le même pied que l'ouvrier non qualifié, il vous criera : « Halte-là ! »

Il suffit d'un simple calcul : pouvons-nous déjà aujourd'hui payer à tous les ouvriers les mêmes salaires ? Non ! Mais les ouvriers arriérés pourraient se cramponner à ce mot d'ordre, car ils se trouvent vraiment dans une situation difficile. Ils veulent gagner le double, le triple de leur salaire. C'est tout à fait naturel et juste en soi. Mais si, maintenant, nous lançons ce mot d'ordre à la légère, sans avoir les moyens de payer, nous donnerions aux ouvriers une traite fausse. Et pour cette raison, nous devons être prudents; ne pas lancer des mots d'ordre à tort et à travers. Nous ne devons pas établir de fausses traites. Pour un Parti au pouvoir, le plus grand danger est de ne pas tenir ses promesses, de commettre pour ainsi dire un abus de confiance envers le peuple. Considérez que des yeux bien plus vigilants qu'en 1918 sont fixés sur nous. Si, par exemple, en 1918, nous avions promis qu'il allait arriver un convoi de pain, et que le train ne soit pas arrivé, non pas par mauvaise volonté de notre part, mais par un concours de circonstances extraordinaires, cela n'aurait pas été si grave, car notre situation était tout autre.

Maintenant, les besoins se sont accrus, et cela est bon signe. La classe ouvrière demande davantage. Par conséquent, si vous lui promettez quelque chose, tenez votre promesse !

Si on parle de la question des paysans sans chevaux et qu'on donne le mot d'ordre : « Un cheval à chaque paysan ! », il faut d'abord calculer combien cela coûtera, et si nous pouvons le réaliser présentement. Naturellement, on peut lancer le mot d'ordre : « Un cheval à tous ceux qui n'en ont pas ! » Et alors, on dira que celui qui a lancé le mot d'ordre est un ami des paysans pauvres. Mais, comptez un peu combien coûte un cheval; multipliez ces deux sommes. Combien cela fait-il ? Et où pren-

drons-nous cette somme, actuellement ? Je crois qu'il faut présenter la question sous cette forme objective, si on ne veut pas parler à vide.

Naturellement, nous ferons tout ce qu'il est possible de faire en ce sens; mais ne faisons pas de promesses inconsidérées, à tort et à travers.

C'est pourquoi ce mot d'ordre de l'égalité est faux. Premièrement, parce qu'il est exploité contre nous par les éléments de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie; et, deuxièmement, parce qu'il promet aux catégories les plus pauvres de la classe ouvrière et de la classe paysanne des choses que nous ne pouvons pas actuellement leur donner. Je ne m'occuperai pas d'autres questions, telles que celle de l'augmentation excessive du Parti, avec la méthode de calcul du camarade Sarkis, d'après laquelle nous devons accueillir dans le Parti 5.000.000 de nouveaux ouvriers. Un ouvrier de la fabrique *Dynamo* a dit justement : « Le Parti se transformera alors en une pâte. » Et il ajoutait : « Si vous, nos chefs, vous vous prenez déjà aux cheveux, que sera-ce, pour l'amour de Dieu, quand il y en aura 5 millions à se prendre aux cheveux ! » Quoique sous une forme simple et grossière, c'est une considération très juste. Si nous, qui avons derrière nous une longue expérience acquise dans le Parti, nous qui comprenons tout le tort qui peut résulter des combats des fractions entre elles, qui peut résulter de discussions menées devant tout le pays, si nous ne pouvons nous dominer, que serait-ce si une collectivité si nombreuse était déchaînée ? Il en sortirait bien des conséquences désagréables. Nous devons comprendre la différence existant entre le Parti et la classe; et nous devons suivre une voie telle que cette différence disparaisse. Mais nous devons savoir à tout moment observer la mesure.

L'opposition, la politique du Parti et les ennemis de notre Parti

Maintenant, il faut que j'explique pourquoi cette opposition est dangereuse, pourquoi elle est même plus dangereuse que toute autre opposition. En premier lieu et avant tout, parce qu'ici la vieille garde léniniste a une brèche. Ce n'est pas une petite affaire, cela a une grande portée. En second lieu, parce que la nouvelle opposition fait appel à des mots d'ordre extrêmement démagogiques.

De nouveaux éléments affluent vers nous. Il est facile de ne dire que des choses agréables à ces nouveaux éléments, qui sont mal payés, qui souffrent de la misère, etc.

Un de ces mots d'ordre démagogiques est le mot d'ordre de l'« égalité ». Si on soutient que les chefs de notre Armée Rouge sont des « porte-épaulettes dorés », c'est une affirmation démagogique de la pire espèce, de même quand on dit que nos fonctionnaires sont presque des exploiters.

Si on réunit toutes ces choses, il se produit quelque chose de passablement étrange. Car si notre industrie est une institution de capitalisme d'Etat; s'il y a dans notre armée des « porte-épaulettes dorés », si nos fonctionnaires administratifs sont des exploiters, si la NEP représente un mouvement de recul, cela représente en réalité un recul du communisme, et cela sera exploité avec joie par nos adversaires. Et si, en plus, vous dites : « C'est la faute au Parti, si vous gagnez si peu, s'il n'y a pas d'égalité parmi nous, si beaucoup de paysans n'ont pas de chevaux », c'est que vous vous appuyez sur ces éléments ouvriers encore peu éduqués, qui sont mal payés et à qui malheureusement on ne peut pas si facilement et tout d'un coup assurer un bon salaire.

D'un pareil point de vue, la cause du socialisme ne tirera pas grand avantage.

Je crois que cette nouvelle opposition reflète les difficultés mêmes de la construction du socialisme. Elle reflète l'état d'esprit de quelques éléments arriérés de la classe ouvrière, qui ne sont pas encore complètement éduqués, qui ne comprennent pas encore toute la complexité des questions, qui sont la condition préalable de la satisfaction immédiate de tous leurs besoins, que nous ne pouvons encore satisfaire. Elle reflète également une certaine idéologie de coterie au sein de la classe ouvrière, l'état d'esprit de certaines couches de l'aristocratie ouvrière, qui prennent vis-à-vis des paysans une attitude supérieure et qui ne comprennent pas les véritables tâches de la classe ouvrière sur ce terrain. Elle reflète un certain mécontentement des couches pauvres du village, qui n'a pas encore reçu de nous une aide matérielle suffisante et mollit. Cet amoindrissement s'exprime aussi au sein du Parti.

Au lieu de se dominer et de dire : « Nous pouvons réaliser ceci, mais pas cela; nous pouvons exécuter ceci immédiatement, mais cela pas tout de suite », — on promet à chaque paysan qui n'a pas de cheval, de lui en donner un, on promet l'égalité pour tous, à droite et à gauche. Voilà ce qu'il ne faut pas faire.

Objectivement, il ressort de tout cela le contraire. On fait des promesses, mais ensuite on ne fait pas honneur aux traites. Le résultat peut être un accroissement de la méfiance envers l'industrie d'Etat et envers le pouvoir soviétique. Le résultat ne serait pas d'éduquer dans un autre sens les nouvelles couches de la classe ouvrière, mais de les exciter à la résistance contre le pouvoir soviétique. Le résultat serait un relâchement de la discipline au sein de la classe ouvrière elle-même, une division et l'accroissement de la division entre les ouvriers qualifiés et les ouvriers non-qualifiés. Le résultat pourrait être le détachement de la grande masse des paysans, le renforcement objectif, mais en aucun cas l'affaiblissement du *koulak*, qui, si nous lui abandonnons le paysan moyen, ne pourrait qu'en profiter. C'est à cela que notre politique aurait conduit, si notre Congrès du Parti avait adopté le point de vue de la nouvelle opposition.

Enfin, la méthode qu'ont adoptée les chefs de l'organisation de Léninegrad et les camarades qui se sont solidarisés avec eux, cette méthode conduit à des conséquences très graves. Cette méthode a créé et continue à créer des difficultés énormes. Avant tout, des difficultés qui résultent de ce fait que nous sommes un Parti qui exerce la dictature. La discussion est un luxe superflu qui ébranle l'appareil soviétique, dérange le travail, etc., et c'est une aide pour nos adversaires, qui tirent profit de tout cela. De plus, cela fera naître le trouble dans les rangs de l'Internationale communiste. Croyez-vous que les adversaires ne se moquent pas des membres des partis-frères à l'étranger et ne leur disent pas ironiquement : « Vous parlez de léninisme, et maintenant il y a chez vous deux sortes de léninisme. Décidez donc d'abord entre vous quel est le vrai, et puis ensuite vous nous donnerez des leçons ! » Est-ce que cela est bon ? Cela est très mauvais. Les social-démocrates, les mencheviks de toutes nuances sautent de joie, et je dois dire que les mencheviks russes, et une partie des mencheviks de l'étranger soutiennent notre opposition. Enfin, disent-ils à peu près, il s'est trouvé dans l'organisation des communistes de Léninegrad des gens qui ont osé dire qu'il n'y a pas de socialisme en Russie. Dans la question du capitalisme d'Etat, c'est l'opposition qui a raison.

sement, nous aurons plus de débats que du temps de Lénine. Cela n'est pas tellement dangereux, à condition que ces nuances d'opinions, ces divergences même ne se développent pas sous la forme d'une lutte de fractions. C'est pourquoi nous disons : « Tu penses de telle et telle manière. C'est ton droit. Mais si tu en venais à enfreindre les décisions du Parti, tu mines les fondements même du Parti. Cela, c'est déjà miner la dictature du prolétariat, et cela ne peut être toléré à aucun prix. »

C'est une des bases fondamentales de la démocratie léniniste. Le Congrès du Parti a dit clairement et impérativement : « C'est la décision du Parti tout entier et chaque membre responsable du Parti est tenu de faire exécuter ces décisions et rien d'autre. » (*Applaudissements.*)

Naturellement, il est désagréable d'être dans la minorité. Il est très désagréable d'exprimer publiquement des regrets pour ses propres fautes; il n'est pas toujours agréable de se soumettre. Mais la soumission aux décisions du Parti est un devoir absolu pour tout communiste.

Si nous portons atteinte à cette règle, nous brisons la colonne vertébrale de notre Parti. Mais notre Parti est un Parti puissant qui gouverne un pays énorme en portant sur ses épaules tout le poids de la dictature du prolétariat. Dans ce Parti, il faut qu'il y ait aussi peu de brèches que possible.

Si ces thèses les produisent, il faut les boucher, afin que notre Parti reste, après comme avant, un Parti léniniste unifié, solide, un Parti de bronze et d'acier. (*Tempête d'applaudissements.*)



Sur la présentation des *Cahiers*

Je suis heureux que la direction des *Cahiers* ouvre une discussion sur la présentation de ceux-ci, car je crois que des modifications sont nécessaires.

Je dois déclarer, de prime abord, être, pour une grande partie, d'accord avec le camarade Juin sur ce sujet, et je suis avec intérêt ses critiques générales, pour la plupart justifiées.

Ce camarade a raison, quand il dit que les dessins figurant sur les *Cahiers*, un peu partout, en tête des articles, ne ressemblent à rien. Ils n'ont en vérité rien de concret, et il est vraiment impossible, quant à certains, d'y trouver quoi que ce soit ayant une signification. Dans l'ensemble, ils rappellent ces bariolages qui, durant la grande boucherie, recouvraient les coques des navires de guerre pour aider à leur camouflage. Un changement d'orientation sur ce sujet s'impose.

Follet trouve qu'ils sont trop volumineux; à côté de cela, la direction estime que, réduire à 48 pages le volume des *Cahiers*, ce serait négliger par trop une partie des questions importantes à l'heure actuelle. Soit ! mais ne pourrait-on s'arrêter à une solution médiane ? Supprimons « le coin de Lénine » qui ne donne que des extraits de brochures éditées par le parti, et « Critiques et Bibliographie » ; écourtons certains articles, de ce fait, nous pourrions ramener les 80 pages à 60, et le prix de 1 franc à 0 fr. 75. Nous faisons en ce cas d'une pierre deux coups, et le franc ainsi économisé au bout du mois par le lecteur peut lui servir à l'achat du *Militant Rouge*, qui est mensuel.

Quand au « repérable » des *Cahiers*, cela me laisse absolument froid ! En tant que communiste sincère et averti, je n'hésite pas à déplier, et les *Cahiers* et *l'Humanité* en quelque lieu que je me trouve. Il ne me semble pas anormal de montrer que je suis communiste et ne crains pas d'attirer les regards, qu'ils soient haineux ou simplement goguenards. Hésiter à se montrer lecteur des brochures révolutionnaires, c'est hésiter à porter la parole léniniste dans les masses.

J'ai donc tout lieu de m'étonner quand André Juin annonce sans

rigoler (*Cahiers*, n° 40) que : « Ce texte doit être contenu dans un format portable, etc. »

Si toutefois les camarades au nom desquels parle André Juin, le trouvent trop repérable et non portable, qu'ils le lisent chez eux.

ANDRÉ DUCHATEAU.



Il faut changer ça

Camarade,

A la lecture du numéro 40 des *Cahiers*, je vous annonce que je suis complètement d'accord avec André Juin sur la présentation des *Cahiers*, de plus, je puis vous affirmer que nombreux sont les copains qui pensent comme moi.

Je regrette de ne pouvoir tout lire, mais je dois dire qu'il est complètement impossible de s'assimiler 60 ou 70 pages, surtout quand le sujet est vaste et embrasse plusieurs numéros à la fois.

Aussi, il m'a été impossible de lire l'exposé de Lénine sur l'impôt alimentaire, et pas mal d'autres choses, des plus intéressantes pourtant.

Quant à la présentation matérielle, complètement d'accord également. Dans les numéros 34, 35, 36, 37, 38, 39 et 40, sur 73 articles que j'ai lus, j'ai été obligé d'en laisser 60 de côté, que je lirai peut-être plus tard.

C'est pourquoi je suis persuadé que vous ne tarderez pas à changer ça de façon dont vous le demandent Follet et André Juin.

Cordiales salutations communistes.

Jean-Emile HUMBERT, des Jeunesses de Dijon.



Rayon de Graulhet

Après assemblée d'information du rayon, les camarades, attentifs à l'exposé fait par Ginestet sur les critiques formulées par la droite, décident que le rayon de Graulhet, vu l'effort accompli par tous ses militants (ce rayon a triplé ses effectifs après sa campagne de recrutement), doit prendre nettement position au sujet des dites critiques.

Le rayon de Graulhet condamne la conception de quelques droitiers sur la structure du Parti, dont la base doit bien être la cellule, seul moyen de combat contre le capitalisme. En ce qui concerne la fraternisation, le rayon demande au centre de redoubler d'efforts pour arrêter au Maroc la prochaine offensive qui s'annonce meurtrière pour les travailleurs. Il demande simplement de la part des militants un peu de prudence dans le travail illégal. Sur le projet du front unique, des fautes ont été commises par suite du manque de compréhension de certains militants, mais le rayon condamne les conceptions de la droite qui con-

sistent à faire le front unique avec les chefs plutôt qu'avec la masse des travailleurs, et demande au centre de réprimer et d'aller même jusqu'à l'exclusion des camarades qui collaborent à des journaux autres que ceux contrôlés par le Parti.

Le rayon demande enfin une large représentation des petits rayons lors de la discussion au Congrès national, afin de leur permettre de surmonter les difficultés qui leur sont créées.

NOTA. — Le rayon de Graulhet décide un premier versement de 25 francs à la souscription de l'*Humanité* et continuera ce geste par une collecte parmi ses membres et les sympathisants.

Le Trésorier.



Pour la discipline dans le Parti

Après une étude complète sur la résolution des 250 et la lettre ouverte aux membres du Parti,

La cellule n° 2 du rayon de Nice condamne la ligne politique de la lettre des 250 à l'Internationale comme opportuniste; mais estime que l'opposition n'aurait pu formuler certaines critiques (d'ordre secondaire) sans avoir un point d'appui. En conséquence : 1° la cellule demande à ce que le centre examine sérieusement la situation spéciale créée dans certains organismes du Parti, cause du mécontentement de nombreux camarades, laquelle situation sert de base à l'opposition pour faire dévier la ligne politique; 2° que le centre garantisse la liberté d'expression dans les organes contrôlés par le Parti et, naturellement, l'opposition devra s'engager à ne collaborer à aucun organe non contrôlé par le Parti, sous peine, à ce moment-là, de sanctions bien méritées.

Motion votée à l'unanimité par 18 camarades présents sur 19 inscrits.

Le Secrétaire de cellule, BAUD.



POUR L'ÉLARGISSEMENT DE LA DIRECTION DU PARTI

J'envoie cette suggestion pour qu'elle paraisse avant le Congrès national, afin que les délégués puissent s'en inspirer et l'adopter s'il y a lieu !

Le Bureau régional de Drôme-Ardèche a déjà envoyé une proposition semblable, parue dans l'*Humanité* de Paris, il y a trois mois environ. Je demande que les petites régions soient représentées au Comité central. Que l'on ne nous taxe pas de fédéralistes, puisque, à mon point de

vue, 5 délégués des régions de province suffiraient amplement sur les 27 membres du C. C.

Loin de moi la pensée que les mots d'ordre révolutionnaires soient pris dans la région Drôme-Ardèche ou Beauce et Perche. Non, les régions parisiennes et Nord nous devançant largement sur ce point. On m'objectera : les petites régions sont représentées au C. C.; oui, mais d'une manière inopérante : tel délégué s'occupe de l'Agit-Prop et n'assiste pas ou peu souvent aux réunions du C. C.; tel autre fait partie du Bureau d'Organisation. Il est donc impossible à ces camarades d'assumer un travail de bureaucratie et participer aux travaux du Comité central; d'où les régions de province non représentées en fait.

Pourquoi voulons-nous une représentation effective ? Pour une meilleure organisation de l'appareil central aux régions, et principalement une économie sensible de matériel. Comme exemple : notre région est dépourvue d'orateurs; par contre, nous sommes submergés de tracts, affiches électorales ou du C. A., papillons, etc..., dont les dépenses occasionnées serviraient bien mieux le Parti pour la propagande éducative, par les conférences publiques, écoles léninistes de rayon, brochures du programme communiste. Il reste bien entendu que j'envoie ces suggestions uniquement pour servir le Parti et l'Internationale.

LUCIEN PONTIER,

Secrétaire du 1^{er} rayon de Drôme-Ardèche.



Quelques mots sur la bolchévisation

« Puisque les cellules ne peuvent pas constituer actuellement en France la base du Parti, il est naturel qu'on en revienne sans retard à la section territoriale comme base organique du Parti.

« Nous ne supprimerons pas les cellules, pas du tout; nous les multiplierons; sur le papier, nous ferons de belles cartes et épinglerons des petits drapeaux, » ainsi s'expriment les 250, et cela montre bien la répulsion qu'ils ont pour les cellules d'entreprises.

Nous croyons que cette question n'a pas suffisamment été mise en relief, qu'on n'a pas assez pris position devant cette tentative de révisionnisme et nous insistons pour que les camarades donnent leur opinion sur la cellule, seul organisme de base du Parti.

Lorsqu'à Tours la majorité du Parti français donna son adhésion à la III^e Internationale, il est certain que ce fut un tournant dans l'histoire du prolétariat français et bien des camarades ne comprirent pas toute l'importance de cette adhésion. A ce moment, où furent discutées les 21 conditions d'adhésion à la III^e Internationale, le camarade Zinoviev, rapporteur de la commission des conditions d'admission, disait :

« L'Internationale communiste fut jusqu'à présent surtout un organe de propagande et d'agitation. Elle devient maintenant une organisation de lutte qui doit diriger directement le mouvement dans les divers pays. Elle était le porte-bannière du prolétariat international; elle devient l'organisation pratique de cette lutte mondiale grandiose, sans précédent dans l'histoire. »

Il y avait donc quelque chose de changé. Après Tours, d'opportunisme qu'il était avec sa fraction parlementaire, le prolétariat organisé de France voulait devenir véritablement révolutionnaire, et passer par le crible de la bolchévisation pour éliminer tous les éléments opportunistes.

Il faut considérer ce tournant comme une véritable révolution dans le Parti, au même titre que fut la scission dans le Parti social-démocrate russe, en 1903, entre les bolchéviks (avec Lénine) et les menchéviks (avec Martov), scission qui eut lieu sur des questions d'organisation, absolument comme chez nous.

Si les méthodes de bolchévisation ne furent pas plus tôt appliquées, c'est qu'il a fallu lutter et éliminer les éléments qui s'étaient fourvoyés dans notre Parti, depuis Verfeuil jusqu'à Frossard en passant par l'honorable M. Merle. Mais, irrésistiblement, le prolétariat, comprenant le rôle historique qu'il va avoir à jouer, tend de plus en plus à se passer de ces cheffailons prétentieux et qui croient être indispensables au Parti.

La bolchévisation est une révolution dans le Parti; elle renverse les habitudes et les coutumes; elle nécessite un gros travail; elle donne à chacun des responsabilités et, enfin, elle exige que tous les membres du Parti soient des révolutionnaires, non plus de ces nuageux révolutionnaires d'avant-guerre, mais des révolutionnaires conscients, froids, prêts à l'action, mais aussi à la reconstruction. Assez de verbalisme flamand, des actes; ce n'est pas après la Révolution qu'il faudra éduquer les camarades, mais profiter de toutes les circonstances actuelles pour faire cette

éducation des travailleurs. La répartition des tâches dans la cellule donne à chaque membre du travail précis, et ainsi on s'habitue à prendre des décisions et à travailler activement.

Le Parti n'a pas besoin de dilettantes.

Comme dans toute révolution, celle-ci (la bolchévisation) a des adversaires qui, en bons contre-révolutionnaires, essayent de rester le plus longtemps possible à l'intérieur du Parti pour mieux le saboter du dedans.

Il ne faudrait pas confondre et assimiler les nombreux camarades qui n'ont pas compris et, partant, ne savent pas quelle contenance prendre dans ces discussions, qui regrettent même ces discussions ; alors que nous nous en félicitons, car, pour nous, elles montrent qu'il nous faut être continuellement vigilants contre les revisionnistes, ces camarades qui, touchés par certains arguments employés à outrance, opinent du bonnet, se rallient même quelquefois partiellement à ces éléments de désagrégation, mais, dans la majorité des cas, comprennent assez vite leur erreur et rentrent dans la voie tracée par l'Internationale. Avec ces camarades, nous discutons, nous discuterons jusqu'à ce qu'ils comprennent ; nous nous expliquerons avec eux et nous sommes sûrs de les convaincre. Quant à ceux restés dans nos rangs pour nous combattre, comme les menchéviks ont combattu la dictature du prolétariat, nous les combattons avec la plus grande énergie.

L. M.



ANDRÉ CHAMSON : Roux, le Bandit.

Il y a six ans, André Chamson, qui en avait alors vingt, appartenait au groupe des Etudiants communistes. S'il n'était pas très assidu aux séances, il n'en affirmait pas moins d'ardentes convictions communistes, convictions, à vrai dire, beaucoup plus sentimentales que raisonnées. Depuis cette époque, quoiqu'il se soit beaucoup assagi, André Chamson affirme être resté, au fond du cœur, communiste, et son plus cher désir, dit-il, est de servir la cause communiste, au triomphe de laquelle il croit profondément.

Le livre qu'il vient de faire paraître chez Grasset et intitulé *Roux le Bandit*, est-il de nature à servir cette cause ? Oui et non.

Roux le Bandit est l'histoire d'un paysan des Cévennes, qui, pour des raisons de croyances religieuses, refuse de faire la guerre, et se réfugie sur les montagnes, où il réussit à échapper pendant quatre ans aux poursuites des gendarmes. Tout d'abord, objet de la réprobation générale des paysans des environs, qui ne comprennent pas pourquoi Roux a voulu se soustraire par la fuite aux souffrances que partage tout un peuple, il conquiert peu à peu leur estime quand ils se rendent compte que c'est par conviction, et non par égoïsme, qu'il a refusé d'aller à la guerre. Finalement, surpris par les gendarmes et conduit à la ville, il est condamné à vingt ans de prison pour désertion.

Qu'on ne croit pas que le choix par l'auteur d'un tel sujet soit un pur hasard, ou soit déterminé par des raisons purement littéraires. Il correspond, en partie, tout au moins, à ses convictions politiques et philosophiques, et poursuit un but bien déterminé, à savoir : combattre l'idéologie guerrière.

Y arrivera-t-il ? Oui et non. Oui, dans la mesure où l'exemple de Roux, s'insurgeant, pour des convictions d'ordre moral, contre toute la société, constitue une belle leçon de courage individuel, capable d'impressionner et d'influencer d'autres volontés, et où il exprime — quoique sous une forme restreinte — un certain état d'esprit antimilitariste, assez répandu actuellement chez les paysans. Non, dans la mesure où des arguments d'ordre purement religieux sont incapables de déterminer une attitude quelconque de révolte dans un peuple où l'influence de la religion ne se fait sentir que sur des

couches relativement restreintes de la population, qui échappent d'ailleurs à l'influence que peut exercer un livre comme celui d'André Chamson.

Mais là n'est pas le véritable problème. Tout d'abord, il s'agit de savoir si la désertion individuelle est un moyen adéquat au but que l'on se propose, à savoir : la lutte contre la guerre, et si elle ne sert pas, au contraire, la cause du militarisme, en détournant dans une fausse voie la révolte instinctive des populations contre l'épouvantable fléau de la guerre. Les communistes savent ce qu'il faut en penser, et que la lutte contre la guerre fait partie intégrante de la lutte générale contre le régime capitaliste, qu'elle ne peut pas être menée par des individus isolés, au moment même de la déclaration de guerre, au moyen du simple refus individuel de porter les armes, mais par les organisations de classe du prolétariat révolutionnaire, au moyen d'une action longuement et minutieusement préparée, empruntant toutes les formes, depuis la simple propagande générale jusqu'à, et y compris, l'insurrection armée contre le régime capitaliste.

Et c'est là le point principal du problème soulevé par le livre d'André Chamson. En faisant porter tout le poids de l'argumentation de son héros contre la guerre *en général*, l'auteur oublie qu'il y a plusieurs sortes de guerres, selon le but qu'elles se proposent et selon la classe dont elles servent les intérêts. Sur ce point également, les communistes ont leur opinion faite : tout en luttant contre les guerres menées dans l'intérêt de la classe capitaliste, ils soutiennent, au contraire, de toutes leurs forces, les guerres faites par le prolétariat au pouvoir contre les armées de l'impérialisme. Seuls, des esprits dogmatiques, abstraits, nébuleux, nourris de la logique rationaliste purement formelle, peuvent y voir là une contradiction.

C'est parce qu'il néglige de faire cette distinction indispensable, qu'il ne pouvait d'ailleurs pas faire, étant donnée la nature même de son sujet, que l'auteur de *Roux le Bandit* porte, en réalité, malgré toutes ses bonnes intentions, de l'eau au moulin du militarisme, en jetant de la confusion sur les données du problème posé par la question de la lutte contre la guerre, question dont il s'interdit, et interdit en même temps à ses lecteurs, de voir la véritable solution. S'il est de nature à porter quelques coups aux partisans du militarisme et de la guerre, il en porte également, et de plus grands encore, au communisme et à la théorie de la lutte des classes. Il a pour résultat, en favorisant une idéologie adverse de la guerre *en général*, de jeter le discrédit sur les efforts menés par l'Armée Rouge de l'État prolétarien dans sa lutte contre toutes les tentatives d'intervention impérialiste. C'en est assez pour que nous condamnions ce livre et ses tendances pacifistes petites-bourgeoises.

En terminant, reconnaissons que cet ouvrage — qui est un ouvrage de début — témoigne de remarquables qualités littéraires. L'auteur promet de devenir un écrivain de valeur. Mais cela, c'est une autre histoire.

MARCEL OLLIVIER.

Le Gérant : BELLANGER

LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ

120, rue Lafayette, PARIS (10^e)

LA RUSSIE

vers le socialisme

La discussion au XIV^e Congrès
du P.C. de l'U.R.S.S. (Décembre 1925)

416 pages Prix 6 fr.

G. PÉRI

GENÈVE - LOCARNO

Prix 5 fr.

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

VIVANTE-DOCUMENTÉE
PARAÎSSANT SUR 8 PAGES
CHAQUE SEMAINE = PUBLIE
DES N° SPÉCIAUX SUR LES
PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DU
MOUVEMENT COMMUNISTE,
LES CONGRÈS ET LES THÈSES
DU COMITÉ EXÉCUTIF.

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

TARIF DES ABONNEMENTS

1 MOIS	3fr
6 "	15fr
1 AN	30fr

ADRESSER LES FONDS À L'HUMANITÉ
CHÈQUE POSTAL 209-61 PARIS

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE